

CONSEIL COMMUNAL DU 24 FÉVRIER 2014
GEMEENTERAAD VAN 24 FEBRUARI 2014

REGISTRE - REGISTER

Présents	Vincent De Wolf, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter</i> ;
Aanwezig	Patrick Lenaers, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, André du Bus de Warnaffe, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Rachid Madrane, Gisèle Mandaila, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Marc Lemaire, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Christian Debaty, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Marie-Rose Geuten, <i>Échevin(e)/Schepen</i> ;
Verontschuldigd	Sandra Jen, Viviane Scholliers, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 20:10
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 20:10

Remarque :

L'interpellation du public (point 22 de l'ordre du jour complémentaire) relative à l'installation de 9 mâts-relais sur le toit du numéro 60 de l'avenue Jules Malou a été entendue en début de séance.

Opmerking:

De interpellatie van het publiek (punt 22 van de aanvullende agenda) betreffende de plaatsing van negen gsm-masten op het dak van het nummer 60 in de Jules Maloulaan werd gehoord in het begin van de zitting.

24.02.2014/A/001 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 20.01.2014 - Approbation
Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 20.01.2014 - Goedkeuring

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het

huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.02.2014/A/002 **Interpellation de Madame Kathy Mottet relative à l'avenir de la place Jourdan - report du 20/1/2014**

Interpellatie van mevrouw Kathy Mottet betreffende de toekomst van het Jourdanplein - uitstel van 20/1/2014

Le point est reporté à la prochaine réunion.

32 votants : 32 votes positifs.

Het punt wordt verdaagd naar de volgende vergadering.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.02.2014/A/003 **ASBL Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek – Comptes 2012 – Budget 2013 – Approbation.**

VZW Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek – Rekeningen 2012 en begroting 2013 – Goedkeuring.

Le Conseil Communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions adopté par le Conseil communal en date du 15 octobre 2007;

Vu les comptes 2012 et le budget 2013, en annexe, approuvés par l'Assemblée Générale du 5 décembre 2013;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE

D'approuver les comptes 2012 arrêtés au 31 décembre 2012 et le budget 2013 de l'ASBL Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek tels qu'ils sont repris en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération. Ont voté non : CDH Se sont abtenus : FDF

32 votants : 26 votes positifs, 3 votes négatifs, 3 abstentions.

De Gemeenteraad,

Gelet op het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad op 15 oktober 2007;

Gelet op de rekeningen 2012 en de begroting 2013, in bijlage, goedgekeurd door de Algemene Vergadering van 5 december 2012;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

BESLUIT

De rekeningen 2012 afgesloten op 31 december 2012 en de begroting 2013 van de VZW Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek, zoals deze bij deze beraadslaging bijgevoegd zijn, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed. Hebben nee gestemd : CDH
Hebben zich onthouden : FDF
32 stemmers : 26 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.

24.02.2014/A/004 **Ordonnance de police relative aux élections du 25.05.2014.**
Politieordonnantie betreffende de verkiezingen van 25.05.2014.

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale;

Vu la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées;

Vu le règlement général de police arrêté par le Conseil communal en séance du 20.02.2006 et ses modifications ;

Considérant que les élections se dérouleront le 25.05.2014 ;

Considérant que, complémentairement aux dispositions contenues dans l'arrêté de police pris par le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, il est indispensable de prendre des mesures afin de garantir la sécurité, la tranquillité et l'ordre public pendant la période électorale;

DECIDE :

Article 1

§ 1. L'affichage électoral sur le domaine public sera strictement limité à la période du 15.03.2014 au 25.05.2014.

§ 2. Sans préjudice de l'article 9 du Règlement général de police, l'affichage électoral

sur les panneaux communaux situés sur le domaine public sera effectué uniquement par la commune, aux emplacements dont la liste est reprise « ci-dessous » :

- Hôtel Communal
- square Docteur Jean Joly
- rue Gérard (hauteur du préguardiennat)
- rue Louis Hap (façade ateliers communaux)
- avenue de la Chasse (terre-plein devant l'Institut Ernest Richard)
- Athénée flamand
- square de Léopoldville
- square Jean Absil
- place Saint-Antoine (arrière de l'Eglise en face du Delhaize)
- place du Rinsdelle (en face du Colruyt)
- pont du Quatre Août (en face du GB)
- square de Mérode
- Placette rue Baron Dhanis, devant de le stade Guy Thijs

§ 3. Chaque site sera composé de 15 panneaux d'affichage, dont seule la face avant sera utilisée. La répartition des panneaux entre les partis politiques se fera conformément au protocole d'accord auquel chaque groupe politique aura souscrit.

Article 2

Les affiches, représentations picturales et photographiques, tracts et placards seront déposés au secrétariat communal (du lundi au vendredi, de 8 h. 00 à 13 h. 00 et de 14 h. 00 à 16 h. 30) par une personne dûment mandatée par le parti déposant, et munie de ladite habilitation.

Dès réception desdits documents, un sceau communal y sera apposé en vue de leur affichage. L'affichage aura lieu le lendemain du dépôt.

Article 3

Il appartient à chaque parti politique :

1. de fournir un nombre de documents à afficher qui soit en adéquation avec la place qui lui est réservée sur les panneaux communaux,
2. de fournir un plan de l'affichage souhaité. Ce plan peut être modifié au maximum deux fois par semaine,
3. de trancher les éventuels litiges concernant la répartition des affiches entre les différents panneaux qui lui sont dévolus.

Article 4

Sans préjudice de l'article 12 du présent règlement, il est interdit de salir, recouvrir, abîmer, dégrader, altérer ou enlever les affiches ou les autocollants, qu'ils aient ou non été posés avec l'autorisation de l'autorité.

Article 5

Jusqu'au 24.05.2014 compris, de 22 h. 00 à 7 h. 00, et du 24.05.2014 à 22 h. 00 au 25.05.2014 à 16 h. 00, il est interdit de poser des inscriptions, affiches, représentations picturales et photographiques, tracts et placards, même aux endroits qui ont été autorisés, au préalable et par écrit, par le propriétaire ou par celui qui en a la jouissance.

Article 6

Du 24.05.2014 à 22 h. 00 au 25.05.2014 à 16 h. 00, il est interdit de distribuer des tracts, photos ou supports électoraux.

Article 7

Du 24.05.2014 à 22 h. 00 au 25.05.2014 à 16 h. 00, à l'exception de l'affichage électoral sur les panneaux installés sur le domaine public par la commune en application du présent règlement, aucun panneau fixe ou mobile, aucun panneau apposé dans ou sur des véhicules ou remorques, aucun autre média de publicité électorale visuelle ne se trouvera sur le domaine public, tant en voirie régionale que communale.

Article 8

Jusqu'au 25.05.2014 compris, est interdite, de jour comme de nuit, toute propagande électorale sonore et par haut-parleur.

Article 9

Jusqu'au 24.05.2014 compris, de 22 h. 00 à 7 h. 00, et du 24.05.2014 à 22 h. 00 au 25.05.2014 à 16 h. 00, il est interdit d'organiser des caravanes motorisées dans le cadre des élections.

Article 10

Sauf autorisation visée à l'article suivant, il est interdit de provoquer sur l'espace public des attroupements de nature à entraver la circulation des véhicules ou à incommoder les piétons, ainsi que d'y participer.

Article 11

Tout rassemblement, manifestation ou cortège, de quelque nature que ce soit, sur l'espace public ou dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, est subordonné à l'autorisation du bourgmestre.

La demande d'autorisation doit être adressée par écrit au bourgmestre au moins dix jours ouvrables avant la date prévue et doit comporter les éléments suivants :

- les noms, adresse et numéro de téléphone de l'organisateur ou des organisateurs;

- l'objet de l'événement;
- la date et l'heure prévues pour le rassemblement;
- l'itinéraire projeté;
- le lieu et l'heure prévus pour la fin de l'événement et, le cas échéant, la dislocation du cortège;
- le cas échéant, la tenue d'un meeting à la fin de l'événement;
- l'évaluation du nombre de participants et les moyens de transport prévus;
- les mesures d'ordre prévues par les organisateurs;

Le bourgmestre pourra interdire la manifestation à défaut de respect des conditions fixées.

Article 12

Sans préjudice de l'article 6 b du règlement général de police, les affiches ou les autocollants apposés en contravention au présent règlement seront enlevées ou recouvertes par les services communaux.

Article 13

La présente ordonnance de police entre en vigueur immédiatement après sa publication par affichage, à l'endroit habituel de l'affichage des publications officielles.

Le Conseil approuve le projet de texte amendé. Amendement : Texte actuel : Article 1 §2. (...)aux emplacements dont la liste est reprise "ci-dessous": - (...) - avenue de la Chasse (terre-plein devant l'Institut Ernest Richard) - (...) Remplacé par : Article 1 §2. (...)aux emplacements dont la liste est reprise "ci-dessous": - (...) - place Saint Pierre - (...)

32 votants : 32 votes positifs.

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de wet van 29 juli 1934 waarbij de private militias verboden worden;

gelet op het algemeen politiereglement dat goedgekeurd werd door de gemeenteraad in zijn zitting van 20.02.2006, en de wijzigingen ervan;

overwegende dat de verkiezingen zullen plaatsvinden op 25 mei 2014;

overwegende dat, ter aanvulling op de bepalingen van het politiebepaling van de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, het absoluut noodzakelijk is om maatregelen te nemen om de veiligheid, de rust en de openbare orde

te verzekeren tijdens de verkiezingsperiode;

BESLIST :

Artikel 1

§1. Het aanplakken van verkiezingsaffiches in het openbaar domein wordt strikt beperkt tot de periode van 15 maart 2014 t/m 25 mei 2014.

§2. Onverminderd artikel 9 van het Algemeen Politiereglement wordt het aanplakken van verkiezingsaffiches op gemeentelijke aanplakborden in het openbaar domein uitsluitend door de gemeente uitgevoerd op de hieronder vermelde locaties:

- het gemeentehuis;
- het Dokter Jean Jolyplein;
- de Gérardstraat (ter hoogte van de peutertuin);
- de Louis Hapstraat (gevel van de gemeentelijke werkplaatsen);
- de Jachtlaan (verhoogde berm voor het Instituut Ernest Richard);
- Nederlandstalig atheneum;
- Leopoldstadplein;
- het Jean Absilplein;
- het Sint-Antoonplein (achter de kerk tegenover de Delhaize);
- het Rinsdelleplein (tegenover de Colruyt);
- de Fernand Demanybrug (tegenover de GB);
- het de Merodeplein;
- het pleintje in de Baron Dhanisstraat, tegenover het Guy Thysstadion.

§3. Elke locatie wordt voorzien van 15 aanplakborden, waarvan enkel de voorkant gebruikt mag worden. De verdeling van de panelen tussen de politieke partijen verloopt in overeenstemming met het protocolakkoord waarmee elke groep ingestemd heeft.

Artikel 2

De affiches, beeld- en fotografische voorstellingen, vlugschriften en plakbriefjes moeten op het gemeentesecretariaat ingediend worden (van maandag tot vrijdag, telkens van 8 u. tot 13 u. en van 14 u. tot 16.30 u.) door een persoon die hiertoe gemachtigd werd door de indienende partij en die in het bezit is van een bewijs van deze machtiging.

Na ontvangst van voormelde documenten zal het gemeentezegel erop aangebracht worden met het oog op de affichage. De affiches zullen aangeplakt worden op de dag nadat ze ingediend werden.

Artikel 3

Het is de taak van elke politieke partij om:

1. het aantal aan te plakken documenten te leveren dat overeenstemt met de voor haar voorbehouden plaats op de gemeentelijke aanplakborden,
2. het gewenste afficheringsplan in te dienen. Dit plan kan maximaal tweemaal per week gewijzigd worden,
3. bij eventuele geschillen te beslissen over de verdeling van de affiches tussen de verschillende aanplakborden die haar toegekend werden.

Artikel 4

Onverminderd artikel 12 van dit reglement is het verboden de affiches of stickers te bevuilen, bedekken, beschadigen, vernielen, veranderen of zonder toelating te verwijderen ongeacht of ze met toestemming van de overheid aangebracht werden.

Artikel 5

Tot en met 24 mei 2014, van 22.00 tot 7.00 u., en van 24 mei 2014 vanaf 22.00 u. tot 25 mei 2014 om 16.00 u., is het verboden om opschriften, affiches, beeld- of fotografische voorstellingen, vlugschriften en plakbriefjes aan te brengen, zelfs op de plaatsen die vooraf en schriftelijk door de eigenaar of de vruchtgebruiker toegelaten werden.

Artikel 6

Het is verboden om vlugschriften, foto's of allerhande verkiezingsmateriaal uit te delen tussen 24 mei 2014 om 22.00 u. en 25 mei 2014 om 16.00 u.

Artikel 7

Van 24 mei 2014 om 22.00 u. t/m 25 mei 2014 om 16.00 u., met uitzondering van de verkiezingsaffiches die door de gemeente aangebracht werden op de aanplakborden in de openbare ruimte in toepassing van dit reglement, mag er zich geen enkel vast of beweegbaar bord, geen enkel aanplakbord in of op voertuigen of aanhangwagens en geen enkel ander medium voor visuele verkiezingsreclame in de openbare ruimte bevinden. Dit geldt zowel voor het gewestelijke als het gemeentelijke wegennet.

Artikel 8

Tot en met 25 mei 2014 is alle verkiezingspropaganda via luidspreker en megafoon verboden, zowel overdag als 's nachts.

Artikel 9

T/m 24 mei 2014, van 22 u. tot 7.00 u., en op 24 mei 2014 vanaf 22.00 u. tot 25 mei 2014 om 16.00 u. is het verboden gemotoriseerde optochten te organiseren in het kader van de verkiezingen.

Artikel 10

Behoudens de in het volgende artikel bedoelde toelating is het verboden om in de openbare ruimte samenscholingen te organiseren die de doorgang van voertuigen belemmeren of voetgangers hinderen, en eraan deel te nemen.

Artikel 11

Voor elke samenscholing, betoging of optocht, van welke aard ook, op de openbare ruimte of galerijen en doorgangen op private grond die voor het publiek toegankelijk zijn, moet toelating gevraagd worden aan de burgemeester.

De toelatingsaanvragen moeten minstens tien werkdagen voor de geplande datum schriftelijk gericht worden aan de burgemeester en moeten de volgende elementen bevatten:

- naam, adres en telefoonnummer van de organisator(en);
- het onderwerp van de gebeurtenis;
- datum en uur van samenkomst;
- de geplande reisroute;
- de geplande plaats en uur waarop het evenement ten einde is en waar, in voorkomend geval, de optocht ontbonden wordt;
- in voorkomend geval het houden van een meeting op het einde van de gebeurtenis;
- de schatting van het aantal deelnemers alsook de voorziene vervoersmiddelen;
- de ordemaatregelen voorzien door de organisatoren.

De burgemeester kan de optocht verbieden als de vastgelegde voorwaarden niet nageleefd worden.

Artikel 12

Onverminderd artikel 6b van het algemeen politiereglement zullen de affiches of de stickers die aangebracht werden in strijd met dit reglement door de gemeentelijke diensten verwijderd of bedekt worden.

Artikel 13

Deze politieverordening treedt in werking onmiddellijk na bekendmaking via affichering op de gebruikelijke plaats voor het aanplakken van officiële bekendmakingen.

De raad keurt de geamendeerde ontwerp tekst goed. Amendement: Huidige tekst: Artikel 1 §2. (...) op de hieronder vermelde locaties: - (...) - de Jachtlaan (verhoogde berm voor het Instituut Ernest Richard); - (...) Vervangen door: Artikel 1 §2. (...) op de hieronder vermelde locaties: - (...) - Sint-Pietersplein - (...)
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.02.2014/A/005 **Ecole « Paradis des Enfants » - Construction d'un pavillon passif – appel à projets « Bâtiments Exemplaires 2013 » - Convention**
School “Paradis des Enfants” – Bouwen van een passief paviljoen – Oproep tot projecten “Voorbeeldgebouwen 2013” - Conventie

Le conseil communal,

Attendu que L'Echevinat des Travaux Publics a le plaisir de porter à votre connaissance que le dossier de candidature introduit auprès de Bruxelles-Environnement dans le cadre des projets "Bâtiments Exemplaires 2013" pour le pavillon maternelle du Paradis des Enfants a été retenu par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Attendu que cette candidature avait été approuvée par le Collège au mois de mai 2013 ;

Attendu que le projet devra respecter à la lettre les prescriptions environnementales et énergétiques prévues par le projet et approuvées par le Collège, à savoir un pavillon passif ;

Attendu que la commune se verra attribuer une subvention de 90 €/m² pour aider à mettre en œuvre ces prescriptions ;

Attendu que cela représenterait un montant de 34.020,00 €. ;

Vu la convention, ci-annexée, entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Etterbeek (Maître d'ouvrage) définissant les engagements de chacun dans ce dossier ;

Attendu qu'afin d'en bénéficier, le chantier devra être terminé pour le 31 octobre 2017 ; cela ne devrait pas poser de problème pour peu que la construction puisse être programmée dans le cadre du budget extraordinaire 2015 ;

Attendu que ce projet fera également l'objet d'une demande de subvention auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre du Fonds des Bâtiments Scolaires. Une subvention minimale de 60% peut être espérée.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

D'approuver la Convention « maître d'ouvrage » entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Etterbeek relative à la construction d'un pavillon passif à l'école « Paradis des Enfants » ;

De marquer accord sur l'inscription d'un montant de € 550.000,00 au budget extraordinaire de 2015.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

De Gemeenteraad

Aangezien dat het Schepenkabinet van Openbare werken het genoeg heeft u deel te maken dat het kandidatuurdossier ingediend bij Leefmilieu Brussel in het kader van de projecten “Voorbeeldgebouwen 2013” voor het paviljoen van Paradis des Enfants weerhouden werd door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien dat deze kandidatuur goedgekeurd werd door het College in mei 2013;

Aangezien dat het project zich strikt zal moeten houden aan de milieu en energetische voorschriften voorzien door het project en goedgekeurd door het College, te weten een passief paviljoen;

Aangezien dat de gemeente zal genieten van een subsidie van 90€/m² om deze voorschriften te respecteren;

Aangezien dat dit een bedrag van 34.020,00 € zal voorstellen;

Gezien de conventie, in bijlage, tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Etterbeek (Bouwheer) die de verplichtingen van beide partijen definieerd in dit dossier;

Aangezien dat om ervan te genieten, de werf zal moeten geëindigd worden voor 31 oktober 2017; dit zou geen probleem moeten zijn voor zover men de bouw kan programmeren in het kader van de buitengewone begroting van 2015;

Aangezien dat dit project eveneens het voorwerp zal uitmaken van een aanvraag tot subsidie bij “Fédération Wallonie-Bruxelles” in het kader van het Fonds voor Schoolgebouwen. Een minimale subsidie van 60% mag verwacht worden;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST :

De Conventie “bouwheer” tussen het Brussels Hoofdstedelijke Gewest en de Gemeente Etterbeek betreffende de bouw van een passief paviljoen in de school “Paradis des Enfants” goed te keuren;

Akkoord te gaan met de inschrijving van een bedrag van € 550.000,00 op de buitengewone begroting van 2015.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.02.2014/A/006 **Convention entre le Foyer Etterbeekois et la Commune – Audit du Foyer Etterbeekois en vue de sa fusion avec le Foyer Koekelbergeois et l’incorporation des logements apportés par la société SORELO - Approbation.**
Overeenkomst tussen de "Foyer Etterbeekois" en de gemeente - Audit van de "Foyer Etterbeekois" met het oog op de fusie met de Koekelbergse Haard en de opname van de woningen overgedragen door de maatschappij SORELO - Goedkeuring.

Le Conseil communal,

Vu l’ordonnance du 26 juillet 2013, modifiant le Code Bruxellois du Logement ;

Considérant qu’en exécution de cette ordonnance, la fusion des Foyer Etterbeekois et Koekelbergeois doit être mise en oeuvre, incluant l’apport des logements de SORELO situés sur le territoire des deux communes ;

Considérant que, dans ce cadre, le Foyer Etterbeekois a demandé à la Commune d’Etterbeek de réaliser un audit ;

Vu la délibération du Conseil communal prise ce jour de créer un mandat spécifique pour la réalisation de cet audit ;

Considérant qu’il convient de préciser les modalités de cet audit dans une convention entre le Foyer Etterbeekois et la Commune ;

Vu l’article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

D’approuver la convention reprise ci-dessous :

Convention entre le Foyer Etterbeekois et la Commune – Audit du Foyer Etterbeekois en vue de sa fusion avec le Foyer Koekelbergeois et l’incorporation des logements apportés par la société SORELO - Approbation.

Entre d’une part :

s.a. Le Foyer Etterbeekois n.v., avenue René Piret,1, à 1040 Bruxelles représentée par Madame Eliane PAULISSEN, Présidente et Monsieur Aziz ES, Administrateur – délégué ci-dessous dénommée "le Foyer Etterbeekois".

Et d’autre part :

La Commune d'Etterbeek, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Monsieur Christian DEBATHY, Secrétaire communal, ci-après dénommée la Commune

A la demande du Foyer Etterbeekois de confier à la commune d'Etterbeek la réalisation d'un audit dans le cadre de la mise en œuvre de l'Ordonnance du 26 juillet 2013, modifiant le Code Bruxellois du Logement et de la fusion Foyer Etterbeekois – Foyer Koekelbergeois, incluant l'apport des logements de SORELO, le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé d'octroyer, à un membre du personnel de la Commune d'Etterbeek, un mandat dont l'objet est le suivant :

Au niveau du personnel

- Établissement d'un cadre fonctionnel intégrant le personnel des entités par le contrôle de l'adéquation des cadres actuels au vu du nombre de logements à gérer.
- Mise en place d'un système de contrôle interne visant à la vérification et au respect des procédures légales principalement en matière de marchés publics.
- Définir les synergies potentielles entre les deux cadres comprenant entre autres le regroupement des différents services dans la mesure du possible.
- In fine aide à l'établissement de l'organigramme de la future entité.
- Mise sur pied d'une équipe de pilotage pour finaliser et structurer le processus d'intégration jusqu'au dépôt de la demande d'agrément.
- Mise en place d'un système d'évaluation du personnel.
- Adéquation du personnel par rapport à la fonction.

Quant à l'aspect de gestion du patrimoine

- Établissement des plans d'entretien, d'investissement et financier , vision stratégique à 10 ans.
- Optimiser les synergies possibles et la manière de les exploiter.
- Analyse de la répartition des parts sociales.
- Valorisation du patrimoine.

Quant à l'aspect de la gestion administrative

- Apporter son concours, dans le cadre de ses compétences, aux formalités nécessaires à la demande d'agrément et au rapprochement des sociétés de logements concernées.

Ces missions seront exercées conjointement avec tout autre référent qui serait désigné par les autres parties concernées par la fusion.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1:

Le Foyer Etterbeekois donne mandat à la Commune d'Etterbeek pour désigner la

personne chargée de réaliser un audit dans le cadre de la mise en œuvre de l'Ordonnance du 26 juillet 2013, modifiant le Code Bruxellois du Logement et de la fusion Foyer Etterbeekois – Foyer Koekelbergeois, incluant l'apport des logements de SORELO,

Le Foyer Etterbeekois s'engage à donner accès au mandataire à tous les documents, pièces et informations utiles pour l'exécution de sa mission.

Article 2:

La durée de la mission est de 5 mois, à partir du 1^{er} mars 2014, éventuellement prolongeable moyennant l'accord des parties.

Article 3 :

Le mandat est rémunéré par un montant brut, non indexé, de € 1.000 par mois.

Article 4 :

Le Foyer Etterbeekois s'engage à rembourser mensuellement la Commune du montant susmentionné.

Article 5

Le mandataire fait rapport au Secrétaire communal et au Foyer Etterbeekois, des conclusions de l'audit.

Fait en deux exemplaires.

Etterbeek, le

Pour le Foyer Etterbeekois:

Pour la Commune

Le Conseil approuve le projet de texte amendé. Amendement : Dans l'article 5 de la convention, remplacer "Le mandataire fait rapport au Secrétaire communal et au Foyer Etterbeekois, des conclusions de l'audit." par "Le mandataire fait rapport au Collège des Bourgmestre et Echevins et au Foyer Etterbeekois, des conclusions de l'audit."
32 votants : 32 votes positifs.

De gemeenteraad,

gelet op de ordonnantie van 26 juli 2013 tot wijziging van de Brusselse Huisvestingcode;

overwegende dat in uitvoering van deze ordonnantie Le Foyer Etterbeekois moet fuseren met de Koekelbergse Haard, met inbegrip van de SORELO-woningen gelegen op het grondgebied van de beide gemeenten;

overwegende dat Le Foyer Etterbeekois de gemeente Etterbeek verzocht heeft om een audit uit te voeren;

gelet op de beslissing van de gemeenteraad die vandaag genomen werd om een specifiek mandaat te creëren voor de uitvoering van deze audit;
overwegende dat de modaliteiten van deze audit verduidelijkt moeten worden in een overeenkomst tussen Le Foyer Etterbeekois en de gemeente;

gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST

de onderstaande overeenkomst goed te keuren:

overeenkomst tussen Le Foyer Etterbeekois en de gemeente – Audit van Le Foyer Etterbeekois met het oog op de fusie met de Koekelbergse Haard en de integratie van de woningen van de maatschappij SORELO - Goedkeuring.

tussen enerzijds:

s.a. Le Foyer Etterbeekois n.v., René Piretlaan1 in 1040 Brussel, vertegenwoordigd door mevrouw Madame Eliane PAULISSEN, voorzitter, en de heer Aziz ES, gedelegeerd bestuurder, hieronder 'nv Le Foyer Etterbeekois' genoemd,

en anderzijds:

de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, burgemeester en de heer Christian DEBATY, gemeentesecretaris, hierna de gemeente genoemd,

Naar aanleiding van de vraag van nv Le Foyer Etterbeekois aan de gemeente om een audit uit te voeren in het kader van de uitvoering van de ordonnantie van 26 juli 2013

tot wijziging van de Brusselse Huisvestingscode en de fusie tussen nv Le Foyer Etterbeekois en de Koekelbergse Haard, met inbegrip van de SORELO-woningen, heeft het college van burgemeester en schepenen beslist aan een personeelslid van de gemeente Etterbeek een mandaat toe te kennen met de volgende opdracht:

Op niveau van het personeel:

- opmaak van een functioneel kader waarin het personeel van de entiteiten opgenomen wordt, met controle van de afstemming van de huidige kaders op het aantal te beheren woningen
- invoering van een intern controlesysteem voor het nazicht en de naleving van de wettelijke procedures, hoofdzakelijk op het vlak van overheidsopdrachten
- de mogelijke synergieën bepalen tussen de twee kaders, met waar mogelijk een hergroepering van de verschillende diensten
- hulp bij het opstellen van het organigram van de toekomstige structuur
- oprichting van een stuurgroep om het proces tot een goed einde te brengen en te structureren
- invoering van een systeem voor de evaluatie van het personeel
- afstemming van het personeel op de functie

Wat betreft het vastgoedpark:

- opmaak van onderhouds-, investerings- en financiële plannen, en een strategische visie voor 10 jaar
- de mogelijke synergieën en de benutting ervan optimaliseren
- analyse van de verdeling van de maatschappelijke aandelen
- valorisatie van het patrimonium

Wat betreft het administratief beheer

- in het kader van zijn vaardigheden hulp verlenen bij de nodige formaliteiten voor de aanvraag van erkenning en de fusie van de betrokken huisvestingsmaatschappijen.

Deze missies worden uitgevoerd samen met elke andere persoon die aangeduid wordt door de andere partijen die betrokken zijn bij de fusie.

WERD HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN

Artikel 1

Nv Le Foyer Etterbeekois verleent een mandaat aan de gemeente Etterbeek om de persoon aan te duiden die belast is met de uitvoering van een audit in het kader van de toepassing van de ordonnantie van 26 juli 2013, tot wijziging van de Brusselse Huisvestingscode en de fusie van nv Le Foyer Etterbeekois – Koekelbergse Haard, met inbegrip van de SORELO-woningen,

Nv Le Foyer Etterbeekois verbindt zich ertoe de mandataris toegang te verlenen tot alle

documenten, stukken en informatie die nuttig zijn voor de uitvoering van zijn taak.

Artikel 2:

De opdracht heeft een duur van 5 maanden, gaat van start op 1 maart 2014, en is eventueel verlengbaar mits instemming van de partijen.

Artikel 3:

Het mandaat is bezoldigd met een bruto, niet-geïndexeerd bedrag van € 1000 per maand.

Artikel 4:

Nv Le Foyer Etterbeekois verbindt zich ertoe het bovenvermelde bedrag maandelijks aan de gemeente te storten.

Artikel 5:

De mandataris brengt verslag uit over de conclusies van de audit aan de gemeentesecretaris en aan nv Le Foyer Etterbeekois.

Opgemaakt in tweevoud.

Etterbeek,

Namens nv Le Foyer Etterbeekois:

Namens de gemeente:

De raad keurt de geamendeerde ontwerpakte goed. Amendement: In artikel 5 van de overeenkomst wordt de zin "De mandataris brengt verslag uit over de conclusies van de audit aan de gemeentesecretaris en aan nv Le Foyer Etterbeekois" vervangen door "De mandataris brengt verslag uit over de conclusies van de audit aan het college van burgemeester en schepenen en aan nv Le Foyer Etterbeekois".

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

van de gemeente Etterbeek – Bekracting.

Le Conseil communal,

Vu l'ordonnance du 5 mars 2009 créant la fonction de gestionnaire des ressources humaines et déterminant les tâches que recouvrait cette nouvelle fonction (élaboration des procédures en matière de recrutement et de promotion du personnel, de formation, d'évaluation etc ...);

Vu l'appel à projets « subventions aux collaborations intercommunales » lancé en juin 2013 par le Gouvernement de Bruxelles-Capitale ;

Vu le courrier du 15 juillet 2013 adressé au Collège des Bourgmestre et Echevins dans lequel la commune de Saint-Gilles nous informe qu'elle a, avec la Ville de Bruxelles, rentré un projet portant création d'une plateforme intercommunale en matière de gestion des ressources Humaines (intitulée plateforme GRH intercommunale) ;

Considérant que l'objectif poursuivi par ce projet est de développer une expertise en matière de gestion des ressources humaines (volets législatif et méthodologique), que cette plateforme intercommunale permettra un échange d'informations et de bonnes pratiques en matière de GRH ;

Considérant que les matières gérées par la gestionnaire des ressources humaines sont en constante évolution, tant au niveau de la législation sociale que des outils à mettre en œuvre (mise en œuvre par ex de la gestion transversale des compétences) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 juillet 2013 approuvant la participation de la commune à la plateforme GRH intercommunale en ce compris la quote-part financière selon les conditions reprises dans le projet de plateforme ; que celle-ci sera de 417 euros maximum ; qu'elle est susceptible d'être revue à la baisse en fonction du nombre de communes participantes ;

Attendu qu'il y a lieu de ratifier cette décision ;

DECIDE :

De ratifier la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 juillet 2013 par laquelle il autorise la participation de la commune à la plateforme GRH intercommunale subsidiée par la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

De gemeenteraad,

gelet op de ordonnantie van 5 maart 2009 die de functie van humanresourcesmanager creëert en de taken vastlegt die deze nieuwe functie omvat (uitwerking van procedures voor de aanwerving en bevordering van het personeel, vorming, evaluatie, enz.);

gelet op de projectoproep ‘subsidies aan intergemeentelijke samenwerkingsverbanden’ die de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering gelanceerd heeft in juni 2013;

gelet op de brief van 15 juli 2013 aan het college van burgemeester en schepenen waarin de gemeente Sint-Gillis ons meldt dat zij samen met de stad Brussel een project ingediend heeft voor de oprichting van een intergemeentelijk platform inzake hr-management (getiteld intercommunaal hr-platform);

overwegende dat dit project een expertise wil ontwikkelen op het vlak van hr-management (wetgeving en methodologie), dat dit intercommunaal platform een uitwisseling van informatie en goede praktijken op het vlak van hrm moet mogelijk maken;

overwegende dat de zaken die de humanresourcesmanager beheert constant evolueren zoal op het vlak van sociale wetgeving als de uit te voeren instrumenten (bv. uitvoering van het transversaal competentiebeheer);

gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 18 juli 2013 tot goedkeuring van de deelname van de gemeente aan het intercommunaal hr-platform, met inbegrip van de financiële bijdrage volgens de voorwaarden van het platformproject. Deze zal maximaal 417 euro bedragen en kan verlaagd worden naargelang het aantal deelnemende gemeenten;

overwegende dat deze beslissing bekrachtigd dient te worden;

BESLIST:

de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 18 juli 2013 tot goedkeuring van de deelname van de gemeente aan het intercommunaal hr-platform dat gesubsidieerd wordt door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, te bekrachtigen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.02.2014/A/008 **Personnel - Annexe IV de l'Arrêté Organique pour le personnel communal - Annexe IV du Règlement de travail - Règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal - Chapitre VII : Congé de maladie - Section 1 : Dispositions générales - Modifications.**
Personeel - Bijlage IV van het Organiek Besluit voor het gemeentepersoneel - Bijlage IV van het Arbeidsreglement - Intern reglement betreffende de verloven en de afwezigheden van het gemeentelijk personeel - Hoofdstuk VIII : Verlof wegens ziekte - Afdeling 1 : Algemene bepalingen - Wijzigingen.

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 17 novembre 2003 adoptant le nouveau règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 mai 2006 adoptant le règlement de travail pour le personnel communal ;

Considérant qu'il est nécessaire d'insérer une suspension de traitement dans le Règlement interne relatif aux congés et absences pour les agents ne respectant pas le paragraphe 3 de l'article 38 dudit règlement ;

Considérant que le non respect du règlement du travail engendre d'une part une inégalité au sein du personnel et d'autre part perturbe fortement le bon fonctionnement des services ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

d'adopter la modification de l'article 38 du Règlement interne relatif aux congés et absences du

personnel communal :

Insertion des phrases :

«Si le certificat médical n'a pas été remis en temps voulu (endéans les 2 jours ouvrables à dater du début de la maladie), sauf cas de force majeure, le salaire de l'agent ne sera pas dû pendant le nombre de jours entre le deuxième jour suivant le début de la maladie et la date à laquelle le certificat a été remis à son responsable de service ou envoyé (cachet de la poste).

Cette mesure est également d'application en cas de prolongation du congé de maladie. »

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale et au Services du Personnel.

Fait en séance publique du Conseil communal à Etterbeek, le 24 février 2014.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

De Gemeenteraad,

gezien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, werklieden- en meesterschapspersoneel, verzorgings-, bijstands- en buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv) ;

gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 17 november 2003 houdende goedkeuring van een nieuw intern reglement betreffende de verloven en de afwezigheden van het gemeentelijk personeel ;

gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22 mei 2006 houdende goedkeuring van het arbeidsreglement voor het gemeentelijk personeel ;

overwegende dat het noodzakelijk is om een schorsing van de wedde te voorzien in ons intern reglement betreffende de verloven en de afwezigheden van het gemeentelijk personeel voor de agenten die paragraaf 3 van het artikel 38 van het huidig reglement niet naleven ;

overwegende dat het niet naleven van het arbeidsreglement enerzijds ongelijkheden veroorzaakt binnen het personeel en anderzijds de goede werking van de diensten belemmert ;

overwegende dat de huidige beraadslaging voorgelegd werd aan de representatieve

vakbondsorganisaties ;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST :

om de wijziging van het artikel 38 van het intern reglement betreffende de verloven en de afwezigheden van het gemeentelijk personeel goed te keuren :

Invoeging van de tekst :

« Als het medisch attest niet op tijd werd ingediend (binnen de 2 werkdagen vanaf het begin van de ziekte), behalve in geval van overmacht, zal de betaling van de wedde niet verschuldigd zijn gedurende het aantal dagen tussen de tweede dag volgend op het begin van de ziekte en de datum waarop het certificaat werd overhandigd aan de dienstverantwoordelijke of opgestuurd (stempel van de post).

Deze maatregel is eveneens van toepassing in geval van verlenging van het ziekteverlof. »

een afschrift van deze beraadslaging zal verstuurd worden naar de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en naar de Personeelsdienst.
aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 24 februari 2014.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.02.2014/A/009 **Création d'un mandat pour mission spécifique pour la réalisation d'un audit auprès du Foyer Etterbeekois.**

Creatie van een mandaat voor specifieke opdracht ter uitvoering van een audit bij de Foyer Etterbeekois.

Le Conseil communal,

Vu la circulaire du 28 avril 1994 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale tenant fixation de la Charte sociale – Harmonisation du statut administratif et révision générale des barèmes du personnel des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale dans laquelle est prévue au point 7.8 la possibilité lors de circonstances particulières de créer un mandat pour accomplir des missions spécifiques nouvelles et/ou exceptionnelles, limitées dans le temps ;

Considérant que le Comité de Gestion du Foyer Etterbeekois, en sa séance du 14 octobre 2013, a confié la réalisation d'un audit à la Commune d'Etterbeek dans le cadre de la mise en œuvre de l'Ordonnance du 26 juillet 2013, modifiant le Code Bruxellois du Logement et de la fusion Foyer Etterbeekois – Foyer Koekelbergeois – Sorelo ;

Considérant qu'a fin de mener cette mission à bien, il y a lieu de prévoir la création d'un mandat temporaire ;

Considérant que les responsabilités attribuées au mandataire sont telles qu'il convient de prévoir une rémunération adéquate ;

Vu les négociations menées avec les organisations syndicales à la date du 27 janvier 2014 et le protocole y afférent ;

Vu les articles 145 et 147 de la nouvelle loi communale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE

Article 1 :

De créer un mandat pour mission spécifique pour la réalisation d'un audit auprès du Foyer Etterbeekois

Article 2 :

De fixer la durée du mandat à 5 mois, à partir du 1^{er} mars 2014.

Article 3 :

De lier au mandat un montant brut, non indexé, de € 1.000 par mois.

Article 4 :

Que le mandataire doit faire rapport au Secrétaire communal.

Article 5 :

D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à désigner un mandataire.

Article 6 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de texte amendé. Amendement : Il faut remplacer, dans l'article 4, "Que le mandataire doit faire rapport au Secrétaire communal" par "Que le mandataire doit faire rapport au Collège des Bourgmestre et Echevins".

32 votants : 32 votes positifs.

De Gemeenteraad,

gelet op de omzendbrief van 28 april 1994 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende het Sociaal Handvest – Harmonisatie van het

administratief statuut en algemene weddeherziening voor het personeel van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarin de mogelijkheid voorzien wordt in punt 7.8 om in bijzondere omstandigheden een mandaatfunctie te creëren met het oog op het vervullen van nieuwe specifieke en/of uitzonderlijke opdrachten die in de tijd beperkt zijn ;

overwegende dat het beheerscomité van de Foyer Etterbeekois in zijn zitting van 14 oktober 2013 de uitvoering van een audit heeft toevertrouwd aan de gemeente Etterbeek in het kader van de toepassing van de ordonnantie van 26 juli 2013 tot wijziging van de Brusselse Huisvestingscode en van de fusie van de Foyer Etterbeekois, de Koekelbergse Haard en Sorelo;

overwegende dat er een tijdelijk mandaat gecreëerd dient te worden om deze opdracht tot een goed einde te brengen;

overwegende dat de verantwoordelijkheden die aan de mandataris toegekend worden van die aard zijn dat er een gepaste bezoldiging dient voorzien te worden ;

gelet op de gevoerde onderhandelingen met de vakbondsorganisaties op 27 januari 2014 en het verslag hiervan ;

gelet op artikels 145 en 147 van de nieuwe gemeentewet ;

op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLIST

artikel 1 :

Een mandaatfunctie voor specifieke opdracht te creëren ter uitvoering van een audit bij de Foyer Etterbeekois.

artikel 2 :

De duur van de mandaatfunctie vast te leggen op 5 maanden, vanaf 1 maart 2014.

artikel 3 :

Aan de mandaatfunctie een niet-geïndexeerd maandelijks brutobedrag van € 1.000 te koppelen.

artikel 4 :

Dat de mandataris verslag moet uitbrengen bij de Gemeentesecretaris.

artikel 5 :

Het College van Burgemeester en Schepenen de toestemming te verlenen om een mandataris aan te wijzen.

artikel 6 :

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht in tweevoud over te maken aan de toezichthoudende overheid.

De raad keurt de geamendeerde ontwerptekst goed. Amendement: In artikel 4 wordt de zin "dat de mandataris verslag moet uitbrengen bij de gemeentesecretaris" vervangen door "dat de mandataris verslag moet uitbrengen bij het college van burgemeester en schepenen".

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.02.2014/A/010 **Convention 2013 entre le Service Public Fédéral Justice et la Commune d'Etterbeek relative au subventionnement du projet d'encadrement des mesures judiciaires alternatives/Approbation.**

Overeenkomst 2013 tussen de Federale Overheidsdienst Justitie en de gemeente Etterbeek betreffende de subsidie van het project voor de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen/Goedkeuring

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité ;

Attendu qu'aux termes de cet arrêté notre commune a procédé à l'engagement d'un travailleur universitaire à temps plein chargé de l'encadrement des personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires ;

Attendu qu'à cet effet une convention est établie chaque année entre le Service Public Fédéral Justice et notre Commune ;

Vu la convention 2013 transmise par le Service Public Fédéral Justice le 11 décembre 2013,

DECIDE

D'approuver la conclusion de la convention 2013 ci-annexée.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

CONVENTION 2013

Entre,

d'une part l'Etat, représenté par le Service Public Fédéral Justice, établi Boulevard de Waterloo, 115, à 1000 Bruxelles, ci-après dénommé " l'Etat "

et,

d'autre part la Commune d'ETTERBEEK, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire communal, ci-après dénommée " la commune ",

il est convenu ce qui suit :

I. Objet

La présente convention est prise sur base de l'article 69, 3°, premier tiret de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales et l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes/villes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives.

Cette convention a pour objet la mise au travail de personnel recruté en vue de promouvoir l'application des peines et mesures alternatives suivantes :

- a) la formation dans le cadre de la loi sur la probation ;
- b) la peine de travail ;
- c) la médiation pénale ;
- d) les mesures alternatives à la détention préventive ;
- e) les mesures de grâce.

II. Obligations de la commune

La commune s'engage à recruter du personnel civil supplémentaire chargé de l'encadrement des personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires ;

Le projet développé par la commune encadre des peines de travail, des travaux d'intérêt général et des mesures de diversion pour mineurs. Sur base de l'arrêté royal du 1^{er} octobre 2013 accordant une aide financière aux communes et aux villes pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'encadrement des peines et mesures judiciaires alternatives pour l'année 2013, il est pourvu à l'engagement d'**un travailleur universitaire à temps plein.**

Le personnel recruté par la commune peut être mis à disposition d'une asbl. Les conditions de cette mise à disposition font l'objet d'un accord écrit liant la commune à l'association. Dans ce cas d'espèce, seule l'association sera responsable de l'encadrement proprement dit des mesures judiciaires alternatives à l'égard des autorités judiciaires compétentes.

Pour un projet de travaux d'intérêt général, la commune s'engage à prendre en charge

de façon permanente 7 prestataires minimum et 12 maximum pendant une durée de 800 heures par an pour pouvoir recruter un travailleur à temps plein.

Les projets de plus de deux années d'existence doivent atteindre annuellement 90% des objectifs.

La commune bénéficiaire doit prendre en charge les frais de fonctionnement et d'investissement liés à ces recrutements.

Dans le cadre de ces activités et en fonction des différents types de mesures et de peines, la commune s'engage à respecter les obligations suivantes :

A. Mesures de formation au sens de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation modifiée par la loi du 10 février 1994 :

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de la mise en place et de l'exécution de la mesure.
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de la formation;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

B. Peines de travail (loi du 17 avril 2002 instaurant la peine de travail comme peine autonome en matière correctionnelle et de police) :

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de la mise en place et de l'exécution de la peine.
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution de la peine de travail;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

C. Modalités de la médiation pénale (loi du 10 février 1994) :

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de l'organisation d'un plan d'accompagnement de l'exécution des travaux d'intérêt général, de la formation ou du traitement;
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des travaux d'intérêt général, de la formation ou du traitement;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

D. Mesures alternatives à la détention préventive (articles 35 et suivants de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive) :

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des Maisons de Justice du Service public fédéral Justice en vue de l'organisation d'un plan d'accompagnement de l'exécution des conditions;
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des conditions;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

E. Mesures alternatives dans le cadre de la grâce (article 110 de la Constitution) :

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de la mise en place et de l'exécution de la mesure.
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des travaux d'intérêt général ou de la formation;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

III. Durée

La convention est conclue pour une durée déterminée. Elle entre en vigueur le **1er janvier 2013** et prend fin le **31 décembre 2013**. Elle est révisée en accord avec les parties.

IV. Rapports d'activité

La commune est tenue de rendre un rapport trimestriel. Ce dernier doit être transmis pour le 15^{ème} jour du mois suivant le trimestre écoulé. Le rapport annuel, composé d'un volet qualitatif et d'un volet quantitatif, est transmis pour le 15 janvier. Le volet qualitatif porte sur les objectifs du projet, le programme d'activités, l'analyse critique des développements observés au cours de l'année écoulée.

Ces documents sont adressés au coordinateur des mesures judiciaires alternatives de l'arrondissement judiciaire. En l'absence de coordinateur, ces documents doivent être envoyés à la Direction générale Maisons de Justice, Direction Expertise, 115 Bvd de Waterloo, 1000 Bruxelles.

V. Intervention financière de l'Etat

Après signature de cette convention et eu égard à l'article 5 de l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes/communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire, les crédits correspondant à l'intervention forfaitaire prévue par la convention sont, à la requête du Ministre de la Justice, mis à la disposition de la commune par le Ministre de l'Intérieur, à l'intervention de l'Office National de Sécurité Sociale des Administrations Provinciales et Locales.

Dans la limite des crédits disponibles, qui sont annuellement soumis à l'approbation du Conseil des Ministres, un montant total annuel de **39.662,96 Euro** est, dans le cadre de cette convention, alloué à la commune d'**Etterbeek**. Cette allocation se détaille comme suit :

Frais de personnel :

1 universitaire à temps plein :39.662,96 Euro

Total : 39.662,96 Euro

Le paiement de l'intervention financière s'effectue par tranches provisionnelles mensuelles.

Au cas où les personnes sont recrutées pour une partie de l'année budgétaire de référence, l'intervention forfaitaire est réduite **au prorata de la période effectivement prestée**.

Pour que le paiement des frais de personnel convenu soit effectué, la commune doit remplir le formulaire

« **Modification personnel** » lors de chaque engagement, départ ou modification de contrat. Tout départ et/ou remplacement d'un membre du personnel, doit être directement communiqué à l'aide dudit formulaire. Ce formulaire doit clairement mentionner la date à partir de laquelle le personnel intéressé est entré en service. Ce formulaire doit être transmis au Service public fédéral Justice, Direction générale Maisons de Justice, Direction Expertise, 115 Bvd Waterloo, 1000 Bruxelles. Tout le personnel ne doit pas être recruté à la même date.

Avant le 31 mars de l'exercice budgétaire suivant celui au cours duquel les crédits ont été octroyés, la commune transmettra au Service public fédéral Justice, Direction générale Maisons de Justice, Cellule Opérationnelle, 115 Bvd Waterloo, 1000 Bruxelles une copie des documents justificatifs prouvant la nature et le montant des dépenses effectuées (notamment le formulaire « **Relevé du personnel** » reprenant une liste du personnel engagé dans le cadre de la présente convention, ainsi que pour chaque membre du personnel le formulaire « **Frais de personnel** », détaillant les frais de personnel, ainsi que les annexes demandées dans lesdits formulaires).

Le non respect des conditions mises dans la convention liant la Commune et le Ministre de la Justice peut entraîner la suppression du paiement de l'intervention forfaitaire et la récupération partielle voire entière de l'intervention.

Toute décision du Service public fédéral Justice de procéder à la suppression voire à la récupération de l'intervention est notifiée au Ministre de l'Intérieur avec requête de charger l'office précité de prendre les mesures nécessaires à cet effet.

Outre les contrôles prévus par l'A.R. du 26 avril 1968, la Cour des Comptes peut effectuer des contrôles sur place.

Compte tenu de la date de mise en vigueur de la convention et du temps utile au traitement du dossier financier qui doit permettre de verser les fonds à la commune, celle-ci doit prévoir, pour cette période, les fonds nécessaires pour commencer l'application des mesures figurant dans la convention et ce dès sa signature.

La présente convention a été signée en deux exemplaires.
Chaque partie déclare en avoir reçu un exemplaire

Pour l'Etat

La Ministre de la Justice
Annemie TURTELBOOM

Pour la commune

Le Secrétaire communal
Le Bourgmestre
Ch. DEBATY
V. DE WOLF

Bruxelles

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek, le 24 février 2014.

Le Conseil approuve le projet de délibération. Se sont abstenus : FDF
32 votants : 29 votes positifs, 3 abstentions.

De Gemeenteraad,

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële hulp te genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen en de criminaliteitspreventie;

Onder de voorwaarden van dit besluit heeft, onze gemeente een voltijdse universitaire werker verwezen die wordt belast met de begeleiding van de personen die het voorwerp zijn van beslissingen van de strafrechtelijke instanties;

Overwegende dat daartoe hierop een overeenkomst is jaarlijks opgesteld door de Federale Overheidsdienst Justitie en onze gemeente;

Gezien de overeenkomst 2013 opgezonden door de Federale Overheidsdienst Justitie op 11 december 2013

BESLIST

De conclusie van de hierbijgevoegde overeenkomst 2013 goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan het overheidstoezicht onderworpen worden.

OVEREENKOMST 2013

Tussen,
enerzijds de Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Justitie, gevestigd Waterloolaan, 115, 1000 Brussel, verder "de Staat" genoemd,

en,

anderzijds de gemeente ETTERBEEK vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester en de heer Christian. DEBATY, Stadsecretaris, verder "de stad" genoemd,

is het volgende overeengekomen:

I. Voorwerp van overeenkomst

Deze overeenkomst bepaalt de voorwaarden waaronder de gemeente een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen, in uitvoering van artikel 69, 3°, eerste lid van de wet van 30 maart 1994 en het Koninklijk Besluit van 12 augustus 1994.

Deze overeenkomst heeft tot doel in de gemeente personeel te werk te stellen met het oog op het promoten van de toepassing van volgende alternatieve gerechtelijke maatregelen:

- a) Opleiding in het kader van de probatie;
- b) de werkstraf;

- c) de bemiddeling in strafzaken;
- d) de alternatieve maatregelen ter vervanging van een beslissing door de jeugdrechter: de rechtsomlegging (diversiemaatregelen);
- e) de genademaatregelen.

II. Verbintenissen van de gemeente

De gemeente verbindt er zich toe bijkomend burgerpersoneel aan te werven belast met de omkadering van personen, die het voorwerp uitmaken van beslissingen van gerechtelijke instanties.

Het door de gemeente ontwikkelde project staat in voor de omkadering van dienstverleningen, werkstraffen en diversiemaatregelen. Gelet op het Koninklijk besluit van 1 oktober 2013 tot toekenning van een financiële hulp aan de gemeenten en de steden voor de aanwerving van personeel belast met de omkadering van alternatieve gerechtelijke straffen en maatregelen voor het jaar 2013, wordt een toelage toegekend voor de aanwerving van **één voltijds universitair**.

Het personeel aangeworven door de gemeente kan ter beschikking worden gesteld van een vzw. De voorwaarden van deze terbeschikkingstelling maken het voorwerp uit van een geschreven samenwerkingsakkoord tussen de gemeente en de vereniging. Enkel de vereniging zal in dit geval verantwoordelijk zijn voor de omkadering van de alternatieve gerechtelijke maatregelen ten aanzien van de bevoegde gerechtelijke autoriteiten.

Voor een werkstrafproject dient de stad/gemeente te voldoen aan volgende voorwaarden: permanente tewerkstelling van minimum 7 en maximum 12 dienstverleners gedurende minimum 800 uur/jaar om een voltijdse werknemer te kunnen aanwerven.

De projecten dienen na twee jaar 90% van de doelstellingen te hebben bereikt.

De begunstigde gemeente dient de functionerings –en investeringskosten, verbonden aan de recrutering, op zich te nemen.

In het kader van deze activiteiten en overeenkomstig de verschillende soorten maatregelen, verbindt de gemeente er zich toe volgende verplichtingen na te komen:

A. Opleiding in het kader van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, gewijzigd bij de wet van 10 februari 1994:

1. samenwerken met de justitieassistent die toezicht houdt op de plaats en de uitvoering van de maatregel;
2. een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de dienstverlening of de opleiding rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;

3. bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

B. Werkstraf (wet van 17 april 2002 tot invoering van de werkstraf als autonome straf in correctionele zaken en in politiezaken):

1. samenwerken met de justitieassistent die toezicht houdt op de plaats en de uitvoering van de straf;
2. een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de werkstraf rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;
3. bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

C. Modaliteiten van de bemiddeling in strafzaken, overeenkomstig de wet van 10 februari 1994:

1. samenwerken met de justitieassistent in het kader van de uitwerking van een begeleidingsplan voor de tenuitvoerlegging van de dienstverlening, de vorming of de behandeling;
2. een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de dienstverlening, de vorming of de behandeling, rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;
3. bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

D. Alternatieve maatregelen ter vervanging van de voorlopige hechtenis (artikel 35 en volgende van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis):

1. samenwerken met de justitieassistent in het kader van de uitwerking van een begeleidingsplan voor de tenuitvoerlegging van de voorwaarden;
2. een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de voorwaarden, rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;
3. bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

E. Alternatieve maatregelen in het kader van degenade (artikel 110 van de Grondwet):

1. samenwerken met de justitieassistent die toezicht houdt op de plaats en de uitvoering van de maatregel;
2. een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de dienstverlening of de opleiding rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;
3. bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

III. Duur van de overeenkomst

De overeenkomst wordt gesloten voor bepaalde duur. Ze treedt in werking op **1 januari 2013** en eindigt op **31 december 2013**. Ze kan worden herzien na akkoord met de partijen.

IV. Activiteitenrapport

De gemeente (of de vereniging aangesteld door de stad) dient een trimestrieel rapport op te stellen. Dit dient de 15de dag van de maand volgend op het vorige trimester te worden overgemaakt. Het jaarlijks rapport bestaat uit een kwalitatief en een kwantitatief luik en dient uiterlijk 15 januari te worden overgemaakt. Het kwalitatieve luik bevat de doelstellingen van het project, het programma, de kritische analyse van de ontwikkelingen gedurende het afgelopen werkingsjaar.

Deze stukken dienen door de gemeente (of de vereniging aangesteld door de stad) te worden overgemaakt aan de coördinator alternatieve maatregelen van het gerechtelijk arrondissement. Bij afwezigheid van laatstgenoemde dienen de stukken te worden gestuurd naar de Federale Overheidsdienst Justitie, Directoraat-generaal Justitiehuisen, Directie Expertise, Waterloolaan 115 te 1000 Brussel.

V. Financiële tussenkomst van de Staat

Na ondertekening van deze overeenkomst en rekening houdend met artikel 5 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de stadn een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel, zullen de kredieten die overeenstemmen met de forfaitaire tegemoetkoming waarin het contract voorziet, op verzoek van de Minister van Justitie, door de Minister van Binnenlandse Zaken ter beschikking van de gemeente worden gesteld door tussenkomst van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten.

Binnen de beschikbare kredieten, die jaarlijks door de Ministerraad worden goedgekeurd, wordt in het kader van deze overeenkomst jaarlijks een totaal bedrag van **39.662,96 Euro** toegekend aan de gemeente **Etterbeek**.

Het betreft volgende tegemoetkoming:

Personeelskost:

1 voltijds universitair personeelslid: 1x 39.662,96€

Totaal : 39.662,96€

De betaling van de financiële tegemoetkoming wordt verricht in voorlopige maandelijkse schijven.

In geval dat het personeel is aangeworven voor een deel van het gerefereerde

budgettaire jaar, wordt de forfaitaire tussenkomst evenredig verminderd **in verhouding tot de effectief gepresteerde periode.**

Opdat de overeengekomen bedragen effectief worden uitbetaald, dient de gemeente het formulier **“Wijziging personeelsbestand”**, bij elke aanwerving, ontslag of aanpassing aan het contract in te vullen. Elk ontslag en/of vervanging van personeel dient aan de hand van dit formulier onmiddellijk te worden gecommuniceerd. Dit formulier moet duidelijk de datum van indiensttreding aangeven. Dit formulier dient te worden overgemaakt aan de Federale Overheidsdienst Justitie, Directoraatgeneraal Justitiehuisen, Directie Expertise. Het personeel dient niet op dezelfde datum te worden aangeworven.

De verantwoordingsstukken zullen jaarlijks worden gecontroleerd. Daartoe zal de gemeente aan de Sectie Alternatieve Maatregelen vóór 31 maart van het begrotingsjaar volgend op het jaar waarin de kredieten werden toegekend, een afschrift van de verantwoordingsstukken overmaken die de aard en het bedrag van de uitgaven bewijzen (met name het formulier **“Personeelsoverzicht”** bevattende een overzicht van het aangeworven personeel in het kader van deze overeenkomst, evenals voor elk personeelslid het formulier **“personeelskosten”** evenals de bijlagen die gevraagd werden in de desbetreffende formulieren).

De niet-naleving van de in de overeenkomst vermelde voorwaarden die de gemeente en de Federale Overheidsdienst Justitie verbinden, kan leiden tot de schorsing van de betaling van de forfaitaire uitkering en tot de gedeeltelijke of zelfs volledige terugvordering ervan.

Iedere beslissing van de Minister van Justitie om over te gaan tot de schorsing of zelfs de terugvordering van de tegemoetkoming wordt ter kennis van de Minister van Binnenlandse Zaken gebracht met het verzoek om de genoemde rijksdienst ermee te belasten hiertoe de nodige maatregelen te nemen.

Naast de controles voorzien bij het koninklijk besluit van 26 april 1968, kan het Rekenhof ter plaatse controles uitvoeren.

Gelet op de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst en gelet op de tijd nodig voor de behandeling van het financieel dossier dat moet toelaten de voorziene bedragen aan de gemeente over te maken, moet de gemeente voor deze periode de nodige voorschotten voorzien om het opstarten van de in deze overeenkomst voorziene maatregelen te verzekeren.

Deze overeenkomst werd in twee exemplaren ondertekend.

Elk der contractanten verklaart een ondertekend exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de Staat,
De Minister van Justitie,
Annemie TURTELBOOM

Voor de stad,

De stadsecretaris,
De burgemeester
Ch. DEBATY
V. DE WOLF

Brussel,

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 24 februari 2014.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed. Hebben zich onthouden : FDF
32 stemmers : 29 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

24.02.2014/A/011 **Délégations et mandats – Les Pilotis asbl**
Delegaties en Mandaten - Pilotis asbl

LE CONSEIL,

Considérant que l'asbl "Les Pilotis asbl" est locataire de l'immeuble communal géré par la Régie Foncière, sis av. d'Auderghem 187;

Vu la convention de bail signée le 14 août 2013 entre la Commune d'Etterbeek et l'association "Les Pilotis";

Considérant que celle-ci prévoit, en son article 16, la nomination, par le Conseil communal, d'un observateur communal chargé de le représenter au sein des organes de l'association ; qu'il jouit, à ce titre, d'un droit de veto lui permettant de s'opposer à toutes modifications du but de l'asbl ;

Vu l'article 120 de la Nouvelle Loi communale ;

DESIGNE :

M. Marc VAN BENEDEN, Chef du Service des Affaires Sociales - Contact Plus, en qualité d'observateur communal auprès de l'asbl "Les Pilotis";

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil Communal, à Etterbeek, le 24 février

2014.

Décision prise par scrutin secret : Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 31 votes positifs, 1 abstention.

DE RAAD,

Overwegende dat de vzw "*Les Pilotis*" in de Oudergmlaan 187 een gebouw van de gemeente huurt dat beheerd wordt door de Regie van Grondbeleid ;

Gelet op het huurcontract dat afgesloten werd op 14 augustus 2013 tussen de gemeente Etterbeek en de vereniging "*Les Pilotis*".

Overwegende dat deze in zijn artikel 16 voorziet dat de gemeenteraad een commissaris als afgevaardigde in de instellingen van de vereniging; dat deze commissaris in dit kader een opschortend vetorecht heeft waarmee hij zich kan verzetten tegen elke beslissing die volgens hem zou indruisen tegen de voorwaarden van het huurcontract dat afgesloten werd tussen de gemeente Etterbeek en de vereniging;

Gelet op artikel 120 van de nieuwe gemeentewet ;

BENOEMT

de heer Marc VAN BENEDEN, hoofd van de dienst Sociale Zaken - Contact Plus, tot gemeentelijk commissaris bij de vzw "*Les Pilotis*".

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 24 februari.

Besluit bij geheime stemming : De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
32 stemmers : 31 positieve stemmen, 1 onthouding.

24.02.2014/A/012 **Régie Foncière - Fixation des conditions de divers marchés publics - Article 236 de la Nouvelle Loi Communale - Communication pour information.**
Regie van Grondbeleid - Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten - Artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisgeving.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut apporter au contrat toute modification qu'il juge nécessaire en cours d'exécution, pour autant qu'il ne résulte pas de dépenses supplémentaires de plus de 10% ;

Attendu que si la modification entraîne une dépense supplémentaire de plus de 10 %, le Collège communique sa décision au Conseil Communal pour information lors de sa plus prochaine séance (article 236 alinéa 2 de la Nouvelle Loi Communale) ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 6 février 2014.

Objet : Patrimoine Régie/Rénovation – Rénovation de l'immeuble sis 187 avenue d'Auderghem – Création d'une maison de vie et d'hébergement adaptée aux personnes handicapées mentales – Marché de travaux par procédure négociée sans publicité – Approbation des décomptes n° 1 à 32 – Approbation du décompte des quantités présumées qui ont été augmentées, diminuées ou non exécutées – Approbation de l'Etat d'Avancement n° 12 avec décompte final – Réestimation du coût définitif de l'entreprise après exécution des travaux.

Réestimation de la dépense : 599.117,27 €, H.T.V.A. 6 % et révision comprises ;

Article budgétaire : 242.01 du budget extraordinaire 2014 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 236 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 236 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen iedere wijziging die het bij de uitvoering nodig acht aan de overeenkomst kan aanbrengen, in zover hieruit geen bijkomende uitgaven van meer dan 10 % voortvloeien ;

Overwegende dat indien de wijziging een bijkomende uitgaven van meer dan 10 % veroorzaakt, het College zijn beslissing ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering mededeelt (artikel 236 tweede lid van de Nieuwe Gemeentewet) ;

Aangezien de volgende beslissing werd genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 6 februari 2014.

Onderwerp : Patrimonium Regie/Renovatie – Vernieuwing van het gebouw gelegen 187 Oudergemlaan – Oprichting van een leef- en woonhuis aangepast voor geestelijke gehandicapte personen – Overheidswerken bij onderhandelingsprocedure zonder publiciteit – Goedkeuring van de afrekeningen nr. 1 tot 32 – Goedkering van de afrekening van de vermoedelijke hoeveelheid die verhoogd, verminderd of niet uitgevoerd werden – Goedkeuring van de vorderingsstaat nr. 12 met eindafrekening – Herschatting van de definitieve kost van de onderneming na de uitvoeringswerken.

Herschating van de uitgave : 599.117,27 €, zonder B.T.W. 6 % en herzieningen inbegrepen.

Begrotingsartikel : 242.01 van de buitengewone begroting 2014 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST :

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.02.2014/A/013 **Régie Foncière - Fixation des conditions de divers marchés publics - Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale - Communication pour information. Regie van Grondbeleid - Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten - Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisgeving.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2-1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver

ne dépasse pas le montant de 85.000 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 9 janvier 2014.

Objet : Patrimoine immobilier géré par le service de la Régie Foncière – Fourniture de matériel de plomberie et de sanitaire – Exercice 2014 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 30.000,00 €, H.T.V.A.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2014 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2-1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Aangezien het opdrachten betreft die gegund werken bij onderhandelingsprocedures waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 85.000 €, exclusief B.T.W., niet overschrijdt ;

Aangezien de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving moeten medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

Aangezien de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 9 januari 2014.

Onderwerp : Onroerend patrimonium beheerd door de dienst van de Regie van Grondbeleid – Levering van loodgieterijmateriaal en sanitair toestel – Dienstjaar 2014 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de leveranciers die geraadpleegd moeten worden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 30.000,00 €, zonder B.T.W.

Begrotingsartikel : 614.01 van de begroting 2014 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST :

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.02.2014/A/014 **Convention de collaboration entre l'Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek et la Commune d'Etterbeek - Mandat de gestion pour l'appartement F17VM2G sis au 2ème étage de l'immeuble 17 place van Meyel.**
Samenwerkingsovereenkomst tussen het Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek en de Gemeente van Etterbeek - Beheersmandaat voor het appartement F17VM2G gelegen op de tweede verdieping van het gebouw 17 van Meyelplein.

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil Communal du 05 septembre 2013 décidant d'approuver la convention de collaboration entre l'agence immobilière sociale d'Etterbeek et la

Commune d'Etterbeek;

Attendu que l'article 4 de la convention prévoit que la Commune pourra confier, par contrat de gestion, des logements à l'A.I.S.-Etterbeek, sans toutefois dépasser 20 % du parc locatif de l'A.I.S.;

Attendu que ce parc locatif s'élève au 31.01.2014 à 90 logements (contrats signés avec les propriétaires); que la Commune peut donc confier en gestion maximum 18 logements;

Attendu que les loyers des logements gérés par la Régie Foncière sont fixés par le Conseil Communal;

Attendu que le loyer maximum que peut payer une Agence Immobilière Sociale à un propriétaire est déterminé par l'article 14 § 1^{er} de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2008 organisant les agences immobilières sociales en tenant compte des garanties offertes au propriétaire;

Attendu que l'appartement 1 chambre F17VM2G de +/- 76,90 m² situé au 2^{ème} étage de l'immeuble 17 place Van Meyel est libre d'occupation;

Attendu que le loyer à l'indice de décembre 2013 s'élève à **607,53 €**, auquel il y a lieu d'ajouter une provision mensuelle pour charges de **50,00 €** (ne comprenant pas le chauffage ni l'électricité);

Attendu que le loyer payé par l'A.I.S.-Etterbeek serait de **478,21 €**;

Attendu que le contrat de location de la Régie Foncière pour l'immeuble 17 place Van Meyel se termine de plein droit au 31/08/2019;

Attendu que le mandat de gestion serait consenti pour une durée de 5 ans et 5 mois prenant cours le 01/04/2014 pour se terminer le 31/08/2019;

Vu l'article 232 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

De donner en gestion à l'A.I.S.-Etterbeek l'appartement F17VM2G sis au 2^{ème} étage de l'immeuble 17 place Van Meyel, à un loyer mensuel de **478,21 €** pour une durée de 5 ans et 5 mois selon les termes du mandat de gestion en annexe.

MANDAT DE GESTION DE LOGEMENT OU D'IMMEUBLE

Entre les soussignés,

La Commune d'Etterbeek représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom de qui agissent Monsieur **Vincent DE WOLF**, Bourgmestre et Monsieur **Christian DEBATY**, Secrétaire Communal (gérance : Service de la Régie Foncière – 115 avenue d'Auderghem – 2^{ème} étage) domiciliée 115/117 avenue d'Auderghem à 1040 ETTERBEEK.

Propriétaire de l'immeuble ci-après désigné.

Ci-après dénommée « **le mandant** », d'une part.

Et,

L'association sans but lucratif "Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek", en abrégé « AIS-Etterbeek »,

Dont le siège social est établi à 1040 Bruxelles, Rue Général Tombeur n°47,

Dont les statuts ont été publiés au Moniteur belge du 01 juillet 2008 sous le numéro 08097491,

Agréée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en tant qu'agence immobilière sociale le 22 décembre 2008,

Représentée par Monsieur **Christian DEBTAY**, agissant en sa qualité d'Administrateur-délégué

ci-après dénommée « **le mandataire** », d'autre part.

PRÉAMBULE

Attendu que le mandataire a pour objet, en tant qu'agence immobilière sociale, de permettre l'accès au logement aux personnes démunies ou se trouvant dans une situation sociale difficile;

Que le mandataire garantit au mandant la garantie locative, le paiement du juste loyer et la remise des lieux en état au terme du bail, compte tenu de ce qui aurait été dégradé par l'usage normal ou la vétusté ;

Attendu que le mandataire, compte tenu du fait que le logement est loué à un locataire répondant à un profil de revenus maximums défini, assure si nécessaire, l'organisation d'un accompagnement social ;

Attendu que le mandant a pris connaissance des objectifs poursuivis par le mandataire et des dispositifs mis en place pour les atteindre ;

Que le présent mandat s'inscrit dans la dynamique d'un projet qui permet au mandataire de réaliser son objet social et au mandant de rentabiliser son bien en toute sécurité financière ;

Attendu qu'en fixant le montant du loyer du présent bail, les parties ont expressément tenu compte des garanties dont bénéficiera le mandant, comme spécifié ci-dessus ainsi que des spécificités du bien loué ;

EST ETABLIE LA CONVENTION SUIVANTE :

Article 1 : Objet du contrat

§1. Le mandant déclare confier au mandataire la gérance tant active que passive des biens suivants :

Appartement d'une superficie de 76,90 m² situé 17 place Van Meyel au 2^{ème} étage gauche comprenant 1 chambre.

§2. En conséquence, pendant toute la durée du présent contrat, le mandant donne au mandataire, en tout ou en partie, le pouvoir de, pour et en son nom :

1° passer tous baux et conventions pour la durée, dans les formes, aux personnes, pour le prix, et sous les charges et conditions que le mandataire jugera convenables dans les limites du présent mandat : proroger, renouveler, résilier, avec ou sans indemnité, tous baux et locations, même ceux actuellement en cours; autoriser toutes cessions de baux et sous-locations; donner et accepter tous congés; dresser tous états des lieux ;

2° faire procéder à toutes réparations, constructions, améliorations, nécessaires ou utiles; à cet effet, passer tous devis, marchés ou contrats avec toutes personnes, architectes, entrepreneurs et ouvriers, ou avec toutes sociétés ou administrations; payer le montant de toutes factures; exiger des locataires les réparations à leur charges. Une autorisation préalable écrite sera nécessaire si les montants engagés, dans la même année par le mandataire à charge du mandant, sont supérieurs à un montant égal à **200,00 € (deux cents euros)**.

Dans le cas de travaux supérieurs à **1.500 € (mille cinq cent euros)** un appel d'offre devra être lancé et au moins deux offres devront avoir été reçues ;

3° faire assurer l'immeuble contre l'incendie et tous autres risques; signer toutes polices, payer toutes primes et cotisations; faire toutes déclarations de sinistre; régler à l'amiable toutes indemnités qui pourront être dues ou nommer tout expert à cette fin; recevoir toutes indemnités ;

- 4°. passer tous marchés et contrats pour l'entretien du logement/de l'immeuble, son éclairage, l'abonnement aux eaux, au gaz et à l'électricité, et pour tous autres objets; renouveler ou résilier ceux existant à ce jour, payer tout ce qui pourrait être dû de ce chef ;
- 5°. faire toutes demandes en dégrèvement ou en déduction de taxes et contributions, présenter à cet effet toutes requêtes et pétitions; recevoir toutes sommes restituées;
- 6°. recevoir tous loyers échus ou à échoir, et toutes sommes qui pourraient être dues au mandant soit par d'anciens locataires, soit par toutes causes se rattachant au logement / à l'immeuble;
- 7°. représenter le mandant auprès de toutes administrations publiques et, notamment auprès des services de voirie ou de l'autorité communale;
- 8°. donner quittance et décharge de toutes sommes reçues ou payées;
- 9°. représenter le mandant en justice, tant en demandant qu'en défendant, dans toutes les actions relatives à l'exécution du bail et dans toutes les actions concernant la sauvegarde des intérêts du mandant, en rapport avec son bien, en ce compris les démarches auprès des administrations publiques et les recours éventuels devant les juridictions administratives; concilier et transiger; faire pratiquer toutes saisies et actes conservatoires, les faire valider; supporter le coût des frais engendrés par l'introduction et l'exécution de ces procédures, en ce compris les états de frais et honoraires du conseil choisi;
- 10°. aux fins qui précèdent, passer et signer tous actes, procès-verbaux et pièces.

Article 2 : Durée.

Le présent mandat est consenti pour une durée de **5 ans et 5 mois** prenant cours le **01/04/2014** pour se terminer de plein droit le **31/08/2019**.

A défaut d'un congé notifié par lettre recommandée par l'une des parties trois mois avant l'échéance du contrat, il sera renouvelé aux mêmes conditions et pour la même durée.

Chacune des parties est autorisée à mettre fin anticipativement au contrat, au terme de la première année, moyennant la notification d'un congé notifié trois mois avant cette échéance.

Après la première année, chaque partie peut mettre fin au contrat, à tout moment, moyennant la notification d'un congé de trois mois et le paiement d'une indemnité égale à un mois de loyer.

Toutefois, en cas de manquement grave commis par l'une ou l'autre des parties, entériné

par le Juge de Paix, le contrat prendra fin dans les huit jours qui suivent la notification du congé par lettre recommandée.

En cas de vente du bien, le mandat prendra fin à la date du transfert de propriété. Le mandant doit communiquer cette date au mandataire, dès qu'il en a connaissance et au plus tard, dans les 8 jours de la signature du compromis.

Toutefois, le solde des avances éventuelles faites par le mandataire au mandant devra être remboursé par le notaire instrumentant au plus tard dans les huit jours suivant la signature de l'acte authentique. A cette fin, le mandataire remettra au notaire instrumentant, un décompte reprenant le solde des avances, la preuve de paiement de celles-ci et des récupérations déjà faites.

Lorsque le bien fait l'objet d'un bail emphytéotique, le mandat prend fin, en tout état de cause, au terme du bail. Lors de la conclusion du mandat, le mandant est prié de remettre au mandataire une copie du bail emphytéotique. Si le bail prend fin anticipativement, le mandant est prié d'en avertir le mandataire, dès qu'il en a connaissance.

A l'échéance du mandat, le mandant sera tenu de respecter les obligations contractées à l'égard du ou des locataires et le mandataire sera déchargé de toutes obligations et responsabilités à l'égard du mandant ou de ses locataires.

Article 3 : Rémunération.

§1. La rémunération nette est fixée mensuellement suivant le tableau suivant :

Logement	Surface	Nbre. Ch.	Loyer	Libre	Echéance bail	Remarques
2 ^{ème}	76,90 m ²	1	478,21 €	libre		

§2. La rémunération sera adaptée selon les fluctuations de l'indice des prix à la consommation, dans le sens de la baisse ou de la hausse de cet indice, selon la formule suivante :

$$\text{Loyer nouveau} = \frac{\text{Loyer de base} \times \text{indice nouveau}}{\text{Indice de base}}$$

§3. L'adaptation à l'index entrera en vigueur à la date anniversaire du bail. L'indice de départ est celui du mois précédant la date de la conclusion du contrat.

Le nouvel indice est celui du mois précédant la date d'entrée en vigueur du contrat.

§4. En cas de travaux d'entretien réalisés à charge du mandant, un décompte justificatif sera envoyé en même temps par le mandataire au mandant.

§5. Une provision de charges sera également versée sur le compte du mandant. Un décompte annuel sera établi sur base des charges réelles et la provision pourra être revue.

§5. La rémunération sera versée sur le compte n° **091-0059740-17** du mandant au plus tard le **20 du mois auquel elle se rapporte**.

Article 4 : Charges locatives

Le mandataire est tenu de verser, chaque mois, une provision de **50,00 €** destinée à couvrir les charges communes. Un décompte final sera établi, en fin d'année et au moment de la cessation du contrat.

Au cas où la quote-part de charges communes revenant au mandataire serait supérieure aux provisions versées, ce dernier devrait évidemment s'acquitter de la différence.

Au cas où les sommes déjà comptabilisées dépasseraient les charges enregistrées, le surplus lui serait remboursé.

Le mandant se réserve le droit de modifier, avec préavis d'un mois la provision mensuelle à verser, en fonction de l'évolution du montant annuel des charges.

Article 5 : Obligations et garanties.

§1. Le mandant s'engage à prendre à sa charge :

- les taxes à charge du propriétaire;
- tous les frais d'entretien qui lui sont imputables de par la loi.

Le mandant s'engage à remettre au mandataire tous les documents, contrats, correspondances nécessaires, les baux déjà conclus, les titres de propriété, les extraits de la matrice cadastrale, polices d'assurance, actes de procédure en cours, plaintes,... et toute information relative aux biens.

Le mandataire sera exonéré de toute responsabilité résultant du défaut de communication de ces documents et informations par le mandant.

Le mandataire s'engage à respecter ou à faire respecter toutes les obligations en matière d'assurance du (des) bien(s) visé(s) par la présente convention.

§ 2. Le mandataire s'engage à l'égard du mandant à :

1°. établir trimestriellement un relevé de compte indiquant les revenus et les dépenses, le solde disponible; avertir le mandant lorsque le solde devient insuffisant pour faire face aux diverses dépenses, en l'invitant le cas échéant à verser une provision complémentaire.

Sauf convention contraire et suivant les modalités à établir entre le mandant et le mandataire, l'excédent de dépenses sur les revenus sera retenu sur les rémunérations à venir.

2°. informer le mandant de la conclusion d'un nouveau bail, de la notification d'un congé, de l'exécution de travaux importants, de l'introduction d'une procédure et tout acte juridique en rapport avec le bien;

3°. restituer, à la fin de la convention, les fonds ainsi que les documents et contrat en rapport à la gestion du bien.

§ 3. Le mandataire garantit au mandant :

1°. le bon entretien du bien locatif, et prend en charge, au besoin, les réparations incombant au locataire;

2°. le paiement du loyer, que le logement soit occupé ou non, que le locataire ait réglé ou non son loyer;

3°. lors de l'état des lieux de fin de contrat, en cas de carence ou de défaillance des locataires, à remettre le logement en l'état initial, compte tenu d'une usure normale, et en exécution de conventions particulières éventuelles intervenues entre le mandant et le locataire.

Article 6 : Rémunération de la gestion.

Les frais de gestion sont fixés de commun accord à **0 %** du loyer de la rémunération fixé à l'article 3. Ces frais se décomposent comme suit :

- **0 %** à titre de frais de gestion proprement dit.
- **0 %** pour couvrir le risque locatif (vacance entre deux locataires ou défaut de paiement de celui-ci).

Article 7 : Etats des lieux.

Lors de la signature du mandat un état des lieux de l'immeuble et de chaque logement sera réalisé à l'amiable par le mandant et le mandataire à moins que le mandant ne désire faire appel à un expert, auquel cas il en supportera alors les frais. Ils seront annexés à la présente convention.

Si des logements sont déjà occupés, l'état des lieux d'entrée réalisé entre le mandant et le locataire sera pris en considération et annexé à la présente convention.

A défaut d'un état des lieux pré-existant, il sera procédé à un état des lieux en accord avec le locataire et dans un délai d'au maximum 3 mois à dater de la signature de la présente convention.

A défaut de pouvoir réaliser cet état des lieux, le logement sera réputé être dans l'état où il se trouvera à la sortie du locataire. L'état des lieux réalisé à l'entrée du nouveau locataire sera annexé à la présente convention et fera office de référence entre le mandant et le mandataire.

A l'issue du mandat, l'immeuble et les logements, hormis la vétusté et l'usure normale, seront remis au mandant dans l'état initial tel que précisé par les états des lieux annexés à la présente convention.

Article 8 : Litige.

Tous litiges relatifs à l'exécution du présent contrat seront soumis à la compétence des tribunaux de Bruxelles.

Fait à Bruxelles le , en quatre exemplaires, dont trois sont remis au mandataire aux fins d'enregistrement, le quatrième restant aux mains du mandant.

Le mandant

Le mandataire

A.I.S.-Etterbeek
Christian DEBATY
Administrateur-délégué

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 55 september 2013 die besloot de samenwerkingsovereenkomst tussen het sociaal verhuurkantoor van Etterbeek en de Gemeente van Etterbeek goed te keuren;

Overwegende dat artikel 4 van de overeenkomst bepaalt dat de Gemeente, door een beheercontract, huisvestingen aan het S.V.K.-Etterbeek zal kunnen toevertrouwen, zonder 20% van het S.V.K. huurwoningenpark te overschrijden;

Overwegende dat dit huurwoningenpark op 31.01.2014, 90 huisvestingen bedraagt (contracten ondertekend met de eigenaars); dat de Gemeente dus maximum 18 huisvestingen in beheer kan geven;

Overwegende dat de huurprijzen van de huisvestingen door de Regie van Grondbeleid beheerd, door de Gemeenteraad worden bepaald;

Overwegende dat de maximumhuurprijs die een Sociaal verhuurkantoor aan een eigenaar kan betalen door artikel 14 § 1 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2008 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren wordt bepaald, rekening gehouden met de waarborgen die aan de eigenaar worden geboden;

Overwegende dat het appartement 2 kamers F17VM2G van +/- 76,90 m² gelegen op de 2^{de} verdieping van het gebouw 17 Van Meyelplein, vrij is;

Overwegende dat de huurprijs aan de index van december 2013, **607,53 €** bedraagt, waaraan een maandelijkse provisie voor lasten van **50,00 €** (verwarming en elektriciteit niet inbegrepen) toegevoegd moet worden;

Overwegende dat het S.V.K.-Etterbeek een huurprijs van **478,21 €** zou betalen;

Overwegende dat het verhuurcontract voor het gebouw 17 Van Meyelplein op 31/08/2019 van rechtswege eindigt;

Overwegende dat het beheersmandaat voor een duur van 5 jaar en 5 maanden zou toegekend worden met begin op 01/04/2014 en afloop op 31/08/2019;

Gelet op artikel 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Om het appartement F17VM2G gelegen op de 2^{de} verdieping van het gebouw 17 Van Meyelplein aan het S.V.K.-Etterbeek in beheer te geven, voor een maandelijkse huurprijs van **478,21 €** voor een duur van 5 jaar en 5 maanden volgens de termen van beheersmandaat in bijlage.

MANDAAT VAN BEHEER VOOR EEN WONING OF EEN GEBOUW

Tussen de ondergetekenden,

De Gemeente Etterbeek vertegenwoordigd door het Kollege van Burgemeester en Schepenen in wier naam de Heer **Vincent DE WOLF**, Burgemeester en de Heer **Christian DEBATHY**, Gemeentesecretaris handelen (beheer : Dienst van de Regie van Grondbeleid – Oudergemlaan 115 – 2^{de} verdieping) gedomicilieerd Oudergemlaan 115/117 te 1040 ETTERBEEK.

Eigenaar van het hierna aangeduide gebouw.

Hierna « **de lastgever** » genoemd, enerzijds.

En,

De vereniging zonder winstoogmerk "Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek", in het kort « S.V.K.-Etterbeek »,

Waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1040 Brussel, General Tombeurstraat nr 47,

Waarvan de statuten in het Belgisch Staatsblad van 01 juli 2008, nr 08097491 bekendgemaakt werden,

Erkend door de Brussels Hoofdstedelijke Regering als sociaal verhuurkantoor op 22 december 2008,

Vertegenwoordigd door de Heer **Christian DEBTAY**, die als Afgevaardigd beheerder handelt.

Hierna « **de mandaathouder** » genoemd, anderzijds.

PREAMBULE

Overwegende dat de mandaathouder als sociaal verhuurkantoor tot doel heeft de toegang tot de huisvesting mogelijk te maken voor minderbedeelden of personen die in een sociaal moeilijke toestand verkeren;

Dat de mandaathouder ten aanzien van de lastgever garant staat voor de huurwaarborg, de betaling van de juiste huurprijs en, rekening houdend met de sleet door normaal gebruik of ouderdom, het opknappen van het goed op het einde van de huurovereenkomst;

Overwegende dat de mandaathouder, rekening houdend met het feit dat de woning verhuurd wordt aan een huurder die aan een bepaald profiel inzake maximuminkomens beantwoordt, zo nodig zorgt voor de organisatie van sociale begeleiding;

Overwegende dat de lastgever kennis heeft genomen van de doelstellingen van de mandaathouder en van het systeem om ze te bereiken;

Dat dit mandaat kadert in een project dat de mandaathouder zijn sociale doelstelling te verwezenlijken en de lastgever in staat stelt zijn goed in volle financiële zekerheid rendabel te maken;

Overwegende dat bij het bepalen van de huurprijs van deze huurovereenkomst de partijen uitdrukkelijk rekening gehouden met de zekerheden, waarvan de lastgever, zoals hierboven bepaald, zal genieten en met de kenmerken van het verhuurde goed;

IS OVEREENGEKOMEN HETGEEN VOLGT :

Artikel 1 : Voorwerp van de huurovereenkomst

§1. De lastgever verklaart aan de mandaathouder het actieve en passieve beheer van de volgende goederen te geven:

Appartement van een oppervlakte van **76,90 m²** gelegen **17 Van Meyelplein** op de **2^{de} verdieping** omvattend **1 kamer**.

§2. De lastgever geeft bijgevolg voor de hele duur van deze huurcontract aan de mandaathouder volledige of gedeeltelijke machtiging om voor hem en op zijn naam :

1° alle huurcontracten en overeenkomsten af te sluiten voor de duur, in de vorm, met de personen, tegen de prijs en de lasten en onder de voorwaarden die de mandaathouder redelijk zal achten binnen de grenzen van dit mandaat: alle contracten en huurcontracten, zelfs deze die op dit ogenblik lopen, met of zonder vergoeding, te verlengen, te hernieuwen, op te zeggen; alle vervreemdingen van contracten en onderhuurovereenkomsten toe te staan; elk verlot te geven en te aanvaarden; tot elke plaatsbeschrijving over te gaan ;

2° alle noodzakelijke of nuttige herstellingen, bouwwerken, verbeteringen te laten verrichten; te dien einde, alle bestekken, opdrachten of contracten met alle personen, architecten, aannemers en werklui of met alle ondernemingen of besturen te regelen; alle facturen te betalen; van de huurders de herstellingen te eisen die te hunnen laste zijn.

Een voorafgaande schriftelijke machtiging is vereist indien de door de mandaathouder ten laste van de lastgever in hetzelfde jaar vastgelegde bedragen hoger liggen dan **200,00 € (twee honderd euros)**.

Voor werken van meer dan **1.500 € (duizend vijf honderd euros)** moet een offerte-aanvraag plaatsvinden en moeten minstens 2 offertes ontvangen zijn;

3°. Het gebouw tegen brand en andere risico's te verzekeren; alle verzekeringspolissen te ondertekenen, alle premies en bijdragen te betalen; alle aangiftes van schade te doen; alle verschuldigde vergoedingen in minnelijke schikking te regelen of hiertoe een expert aan te duiden; alle vergoedingen te innen;

4°. Alle opdrachten en contracten af te sluiten voor het onderhoud van de woning of van het gebouw, voor de verlichting, het abonnement voor water, gas en elektriciteit en voor alle ander voorwerpen; alle thans bestaande chef; opdrachten en contracten te hernieuwen of op te zeggen en alles te betalen wat hieruit zou voortvloeien;

- 5°. Alle aanvragen in te dienen met het oog op belastingverlichting of aftrek, alle verzoeken hiertoe voor te leggen, alle terugbetaalde bedragen te ontvangen
- 6°. Alle vervallen of nog verschuldigde huurgelden te innen, alsmede alle bedragen die aan de lastgever verschuldigd zijn door voormalige huurders of ten gevolge van andere oorzaken verbonden aan de woning/het gebouw;
- 7°. De lastgever bij alle openbare besturen en met name bij de vuilophaaldiensten of de gemeenteoverheid te vertegenwoordigen;
- 8°. Kwijtingen of schuldbevrijding voor alle ontvangen of betaalde sommen te geven;
- 9°. De lastgever, zowel in de hoedanigheid van eiser als van verweerder, voor het gerecht te vertegenwoordigen in alle handelingen met betrekking tot de uitvoering van de huurovereenkomst en in alle handelingen met betrekking tot de verdediging van de belangen van de lastgever en die zijn goed betreffen, met inbegrip van de stappen bij de openbare besturen en de eventuele beroepen bij de administratieve rechtbanken; te bemiddelen en schikkingen te treffen; elk beslag en alle daden van bewaring te laten aanwenden en ze te doen bekrachtigen; de kosten van de inleiding en de uitvoering van deze procedures te dragen, met inbegrip van de kosten en de erelonen van de gekozen raadsman;
- 10°. Met het oog op voornoemde handelingen, alle akten, processen-verbaal en stukken te verlijden en te ondertekenen.

Artikel 2 : Duur.

Dit mandaat wordt aanvaard en gesloten voor een periode van **5 jaar en 5 maanden** met begin op **01/04/2014** en afloop van rechtswege op **31/08/2019**.

Bij gebrek aan een opzegging, betekend per aangetekende brief door een van de partijen drie maanden voor de vervaldatum van de overeenkomst, wordt huidig mandaat hernieuwd onder dezelfde voorwaarden en voor dezelfde duur.

Elke partij kan voortijdig een einde aan de overeenkomst maken na afloop van het eerste jaar mits kennisgeving van een opzegging van drie maanden voor deze vervaaldatum.

Na het eerste jaar, kan elke partij een einde maken aan de overeenkomst mits kennisgeving van een opzegging van drie maanden en betaling van een vergoeding gelijk aan een maand huur.

In geval van ernstige nietnaleving door een der partijen zal de overeenkomst, bekrachtig door de Vrederechter, evenwel binnen acht dagen na kennisgeving van de opzegging bij een ter post aangetekende brief eindigen.

Wordt het goed verkocht, dan eindigt het mandaat op de datum van de overdracht van eigendom. De lastgever moet deze datum aan de mandaathouder mededelen zodra hij er kennis van heeft en dit ten laatste binnen acht dagen na de ondertekening van de verkoopovereenkomst.

Het saldo van de eventuele voorschotten die de mandaathouder zou hebben verricht ten voordele van de lastgever moet evenwel door de optredende notaris ten laatste binnen acht dagen na de ondertekening van de authentieke akte worden terugbetaald. Hiertoe zal de mandaathouder een afrekening met het saldo van de voorschotten, het bewijs van de betaling ervan en van de reeds verrichte terugbetalingen aan de optredende notaris bezorgen.

Wanneer het goed het voorwerp uitmaakt van een erfpacht, eindigt het mandaat in elk geval op het einde van de huurovereenkomst. Bij het sluiten van het mandaat wordt de lastgever verzocht de mandaathouder een afschrift van de erfpacht te bezorgen. Als de overeenkomst voortijdig ten einde loopt, wordt de lastgever verzocht de mandaathouder hiervan te informeren zodra hij er kennis van heeft.

Bij het verstrijken van het mandaat zal de lastgever de verplichtingen moeten vervullen die ten opzichte van de huurder(s) zijn aangegaan en zal de mandaathouder ontlast worden van alle verplichtingen en verantwoordelijkheid ten opzichte van de lastgever of de huurders.

Article 3 : Rémunération.

§1. De maandelijkse netto-vergoeding wordt vastgesteld op basis van de volgende tabel:

Woning	Opper- vlakte	Aantal slp. kamers	Huurprijs	Vrij	Verval datum	Opmerkingen
2 ^{ème}	76,90 m ²	1	478,21 €	Vrij		

§2. De vergoeding zal aangepast worden aan de schommelingen (verhoging of vermindering) van het indexcijfer van de consumptieprijzen op basis van de volgende formule :

$$\text{Nieuwe huurprijs} = \frac{\text{basishuurprijs} \times \text{nieuw indexcijfer}}{\text{Basisindexcijfer}}$$

§3. De aanpassing aan het indexcijfer zal in werking treden op de verjaardag van de huurovereenkomst. Het beginindexcijfer is dat van de maand voorafgaand aan de

datum van ondertekening van de overeenkomst.

Het nieuwe indexcijfer is dat van de maand voorafgaand aan de datum van inwerkingtreding van het contract.

§4. In geval van onderhoudswerken die ten laste van de lastgever worden uitgevoerd, zal tegelijkertijd een afrekening tot staving door de mandaathouder aan de lastgever opgestuurd worden.

§5. Een provisie voor lasten moet ook op de rekening van de lastgever gestort worden. Een jaarlijkse afrekening zal op basis van de reële lasten opgesteld worden en de provisie herzien kunnen worden.

§6. De vergoeding zal op rekening nr **091-0059740-17** van de lastgever ten laatste op de **20 van elke maand**.

Artikel 4 : Huurlasten

De mandaathouder zal elke maand een som van **50,00 €** betalen als provisie voor de gemeenschappelijke kosten. Elk jaar, alsook bij het beëindigen van de overeenkomst, zal er een eindafrekening opgemaakt worden.

Ingeval de reeds betaalde sommen ontoereikend zouden zijn om de totale lasten te dekken, moet de lastgever het verschil opleggen.

In het tegenovergestelde geval zal de mandaathouder het verschil terugbetalen.

De lastgever behoudt zich het recht voor, mits aanzegging van 1 maand, de maandelijkse provisie te wijzigen in functie van de evolutie van het jaarlijks bedrag der lasten voortvloeiende uit de verhuring.

Artikel 5 : Verplichtingen en waarborgen.

§1. De lastgever verbindt er zich toe ten laste te nemen :

- de taksen ten laste van de eigenaar;
- alle onderhoudskosten die hem door de wet zijn opgelegd.

De lastgever verbindt er zich toe alle nodige documenten, contracten, briefwisseling, de reeds afgesloten huurovereenkomsten, de eigendomsbewijzen, de uittreksels van de kadastrale legger, de verzekeringspolissen, de akten van de aan de gang zijnde procedures, de klachten alsmede elke informatie over de goederen aan de mandaathouder over te maken.

De mandaathouder zal vrijgesteld zijn van elke aansprakelijkheid voortvloeiend uit het gebrek aan mededeling van deze documenten en inlichtingen door de lastgever.

De mandaathouder verbindt er zich toe alle verplichtingen betreffende de verzekering van het/de in deze overeenkomst bedoelde goed(eren) na te leven of te doen naleven.

§ 2. De mandaathouder verbindt er zich toe ten opzichte van de lastgever :

1°. elk trimester een afrekening op te maken met de inkomsten en de uitgaven en het beschikbare saldo;

de lastgever verwittigen wanneer het saldo ontoereikend wordt voor de uitgaven en hem eventueel te verzoeken om een aanvullende provisie te betalen.

Behalve andersluidende overeenkomst en volgens de tussen lastgever en mandaathouder te bepalen modaliteiten, zal het overschot van de uitgaven ten opzichte van de inkomsten worden afgehouden van de toekomstige vergoedingen.

2°. de lastgever te informeren over het afsluiten van een nieuwe huurovereenkomst, de kennisgeving van een opzegging, de uitvoering van belangrijke werken, de inleiding van een procedure en van elke rechtshandeling in verband met het goed;

3°. de geldmiddelen alsmede de documenten en de contracten in verband met het beheer van het goed op het einde van de overeenkomst terug te geven.

§ 3. De mandaathouder verzekert de lastgever dat hij :

1°. het goed degelijk zal onderhouden en indien nodig de herstellingen, waarvoor de huurder instaat, ten laste zal nemen;

2°. de huur van de al dan niet bewoonde woning zal betalen, zelfs als de huurder zijn huur niet betaald heeft;

3°. bij de opmaak van de plaatsbeschrijving op het einde van de overeenkomst de woning in de oorspronkelijke staat zal herstellen – indien de huurders in gebreken blijven – rekening houdend met de gewone sleet en in toepassing van de eventuele bijzondere overeenkomsten tussen de lastgever en de huurder.

Artikel 6 : Vergoeding van het beheer.

De beheerskosten worden in gezamenlijk akkoord op **0 %** van de in artikel 3 bepaalde vergoeding vastgesteld. Deze kosten bestaan uit :

- **0 %** voor de eigenlijke beheerskosten.
- **0 %** om het huurrisico te dekken (wanneer de woning leegstaat tussen vertrek en intrek van huurders of wanneer de huurder nalaat te betalen).

Artikel 7 : Plaatsbeschrijving.

Bij de ondertekening van het mandaat wordt een plaatsbeschrijving van het gebouw en van elke woning in minnelijke schikking door de lastgever en de mandaathouder opgesteld tenzij de opdrachtgever een beroep wil doen op een deskundige, in welk geval hij de kosten ervan zal dragen. De plaatsbeschrijving wordt bij deze overeenkomst gevoegd.

Indien woningen reeds bewoond zijn, wordt de plaatsbeschrijving die bij de intrek tussen de lastgever en de huurder werd opgesteld, in aanmerking genomen en bij deze overeenkomst gevoegd.

Bij gebrek aan een bestaande plaatsbeschrijving wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving in akkoord met de huurder en binnen een maximumtermijn van drie maanden te rekenen vanaf het afsluiten van deze overeenkomst

Indien deze plaatsbeschrijving niet kan plaatsvinden, wordt de woning beschouwd als zijnde in de staat waarin de huurder ze zal verlaten. De bij de intrek van de nieuwe huurder opgestelde plaatsbeschrijving zal gevoegd worden bij deze overeenkomst en zal als referentie dienen tussen de lastgever en de mandaathouder.

Op het einde van het mandaat worden het gebouw en de woningen, rekening houdend met de gewone sleet en veroudering, aan de lastgever teruggegeven in de oorspronkelijke staat zoals beschreven in de bij deze overeenkomst gevoegde plaatsbeschrijving.

Artikel 8 : Geschillen.

Elk geschil in verband met de uitvoering van deze overeenkomst wordt aan de bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel onderworpen.

Opgemaakt te Brussel op , in vier exemplaren, waarvan er drie zullen overgemaakt worden aan de mandaathouder voor de registratie, en het vierde bij de lastgever blijft.

De lastgever

De mandaathouder

S.V.K.-Etterbeek
Christian DEBATY
Afgevaardigd beheerder

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.02.2014/A/015 **Salles communales, matériel et personnel communal – Amendement du Règlement communal**

Le Conseil communal,

Considérant que le Règlement communal, adopté par le Conseil communal en sa séance

du 18 novembre 2013, ne permet pas aux partis politiques démocratiques représentés au Conseil communal d'occuper la salle de l'Europe ;

DECIDE :

D'amender l'article 21 du Règlement communal régissant les locations de salle comme suit :

Ancien texte :

Salle de l'Europe + cuisine (80 personnes debout – 50 personnes assises) – Avenue d'Auderghem 113 – 115

Seules les activités organisées par les services communaux, para communaux, du CPAS et de la Police pourront y être organisées. A titre exceptionnel, la salle pourra être mise à disposition pour l'organisation de vins d'honneur organisés à l'issue des mariages. Ces vins d'honneur ne pourront en aucun cas perturber les mariages et devront être impérativement organisés après la dernière cérémonie de la journée. Un forfait de 100€ sera alors facturé au demandeur.

Nouveau texte (en italique) :

Salle de l'Europe + cuisine (80 personnes debout – 50 personnes assises) – Avenue d'Auderghem 113 – 115

Seules les activités organisées par les services communaux, para communaux, du CPAS et de la Police *ainsi que par les partis démocratiques représentés au Conseil communal* pourront y être organisées. A titre exceptionnel, la salle pourra être mise à disposition pour l'organisation de vins d'honneur organisés à l'issue des mariages. Ces vins d'honneur ne pourront en aucun cas perturber les mariages et devront être impérativement organisés après la dernière cérémonie de la journée. Un forfait de 100€ sera alors facturé au demandeur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

De gemeenteraad,

Overwegende dat het gemeentelijke Reglement, goedgekeurd door de Gemeenteraad tijdens zijn zitting van 18 november 2013, maakt de democratische politieke fracties vertegenwoordigd in de Gemeenteraad niet mogelijk om het Europazaal te bezetten;

BESLIST :

Om het artikel 21 van het Reglement die het verhuren van zalen te amenderen zoals hieronder :

Oude tekst :

**Europazaal + keuken (80 staande personen – 50 zittende personen) –
Oudergemlaan 113 – 115**

Enkel de activiteiten georganiseerd door de gemeentelijke, parageemeentelijke, OCMW- en politiediensten kunnen er plaatsvinden. Uitzonderlijk kan de zaal ter beschikking worden gesteld voor een toast na afloop van huwelijken. Deze recepties mogen de huwelijksceremonies in geen geval verstoren en moeten plaatsvinden na de laatste ceremonie van de dag. Hiervoor wordt een vast bedrag van € 100 aangerekend aan de aanvrager.

Nieuwe Tekst (in cursief)

**Europazaal + keuken (80 staande personen – 50 zittende personen) –
Oudergemlaan 113 – 115**

Enkel de activiteiten georganiseerd door de gemeentelijke, parageemeentelijke, OCMW- en politiediensten en door, *evenals de activiteiten georganiseerd door democratische partijen die vertegenwoordigd zijn in de gemeenteraad* kunnen er plaatsvinden. Uitzonderlijk kan de zaal ter beschikking worden gesteld voor een toast na afloop van huwelijken. Deze recepties mogen de huwelijksceremonies in geen geval verstoren en moeten plaatsvinden na de laatste ceremonie van de dag. Hiervoor wordt een vast bedrag van € 100 aangerekend aan de aanvrager.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.02.2014/A/016 **Projet « Légumes bio d’Etterbeek » - convention entre la commune d’Etterbeek et les missions locales d’Ixelles et d’Etterbeek pour la mise à disposition d’un terrain dans le cadre de la formation professionnelle au maraîchage biologique.**

Project « Bio groenten van Etterbeek » - Overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de Lokale Missies van Elsene en Etterbeek voor de ter beschikkingstelling van een terrein in het kader van de professionele vorming van de biologische groententeling

Le point est reporté à la prochaine réunion.

32 votants : 32 votes positifs.

Het punt wordt verdaagd naar de volgende vergadering.

24.02.2014/A/017 **Ecole "Paradis des Enfants" - Nouvelle chape dans la salle de gymnastique -
Approbation des conditions et du mode de passation
School "Paradis des Enfants" - Nieuwe dekvloer in de turnzaal - Goedkeuring van
de voorwaarden en gunningswijze**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2 §1 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour;

Considérant le cahier spécial des charges N° TP/FVW/2014/02 relatif au marché "Ecole "Paradis des Enfants" - Nouvelle chape dans la salle de gymnastique" établi par le Service des Travaux Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 250.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 722/72414-60 ;

Sur proposition du collège;

Décide, sous réserve de l'approbation des crédits nécessaires par l'Autorité de Tutelle :

Article 1er

D'approuver le cahier spécial des charges N° TP/FVW/2014/02 et le montant estimé du marché "Ecole "Paradis des Enfants" - Nouvelle chape dans la salle de gymnastique", établis par le Service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 250.000,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

Article 3

De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 722/72414-60.

Article 5

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2 §1 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat er dwingende redenen zijn, voortvloeiend uit niet te voorziene omstandigheden;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "School "Paradis des Enfants" - Nieuwe dekvloer in de turnzaal" een bijzonder bestek met nr. TP/FVW/2014/02 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 250.000,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2014, op artikel 722/72414-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bijzonder bestek met nr. TP/FVW/2014/02 en de raming voor de opdracht "School "Paradis des Enfants" - Nieuwe dekvloer in de turnzaal", opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzonder bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 250.000,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

Artikel 3

Het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2014, op artikel 722/72414-60 van de buitengewone dienst.

Artikel 5

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.02.2014/A/018 **Budget ordinaire 2014 - Amendement.**
Gewone Begroting 2014 - Amendement.

Le Conseil,

Vu le projet de budget arrêté par le Collège des Bourgmestre et Echevins du 21 novembre 2013 ;

Vu le montant de 188.771,41 € inscrit à l'article budgétaire 424/435-01, représentant l'estimation de la contribution de la commune à l'Agence régionale de Stationnement, soit 15 % du bénéfice net du stationnement payant ;

Vu le comité d'accompagnement du 29 novembre 2013, entérinant ce projet de budget.

Vu l'amendement voté par le Conseil communal du 16.12.2013 remplaçant, au budget ordinaire, l'article 424/435-01, le montant de 188.771,41 € par celui de 1 €.

Considérant que le budget de l'exercice 2014 entré au Service Public Régional de Bruxelles le 23 décembre 2013 ne correspond pas au projet de budget puisque le crédit repris à cet article n'est désormais que de 1 €.

Considérant que la circulaire du 09 août 2013 relative à l'élaboration des budgets communaux pour l'exercice 2014 stipule « conformément aux dispositions inscrites à l'article 40 de l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant sur la création d'une agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, lorsque les Communes assument elles-mêmes les missions de perception des recettes de stationnement, elles doivent verser 15% du bénéfice de stationnement à l'Agence. Les Communes veilleront à intégrer ce transfert dans le cadre de la confection du budget 2014 ».

Considérant l'arrêté ministériel du 28 janvier dernier qui considère dès lors que le budget de l'exercice 2014 n'est ni conforme au projet de budget présenté au comité d'accompagnement et ne respecte pas la circulaire relative à l'élaboration des budgets communaux pour l'exercice 2014.

Considérant que ce même arrêté oblige la Commune à repasser le budget en comité d'accompagnement dans les plus brefs délais et qu'en attendant, le délai imparti pour statuer est prorogé jusqu'au 13 mars 2014.

Considérant par ailleurs que le montant de la rétrocession (188.771,41 €), qui a été déterminé sur base des recettes et des dépenses inscrites au budget 2014, reste une estimation.

Considérant que ces dépenses correspondent aux coûts directs liés à la gestion du stationnement.

Considérant que par ailleurs des coûts indirects, exprimés en pourcentage des coûts directs, peuvent être, le cas échéant, admis pour la détermination du bénéfice net – Ce pourcentage étant plafonné à 6%.

Considérant que l'amortissement des horodateurs récemment acquis par la Commune diminuera également le bénéfice net, une fois l'emprunt contracté.

Considérant en outre qu'avec la mise en place de l'Agence régionale de stationnement, la Commune devra prévoir des crédits supplémentaires pour la gestion administrative incluant des dépenses de procédure, des logiciels informatiques ainsi que la consultation d'un expert en la matière.

Considérant que, dès lors, le montant de la rétrocession estimée à ce jour sera diminué.

Considérant néanmoins qu'en vertu du principe de bonne gouvernance, l'administration communale se doit d'assurer le bon fonctionnement des services publics.

DECIDE de remplacer, au budget ordinaire, à l'article 424/435-01, le montant de 1 € par celui de 188.771,41 €,

sachant que la conséquence sur les résultats du budget ordinaire sera :

- Boni exercice propre : 643.237,61 €

- Boni exercices cumulés : 8.213.800,36 €

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

De gemeenteraad,

gelet op de ontwerpbegroting goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 21 november 2013;

gelet op het bedrag van € 188 771,41 ingeschreven onder begrotingsartikel 434/435-01, dat een raming bevat van de bijdrage van de gemeente aan het Gewestelijk Parkeeragentschap, goed voor 15% van de nettowinst uit het betalend parkeren;

gelet op het begeleidingscomité van 29 november 2013 dat deze ontwerpbegroting bekrachtigd heeft;

gelet op het amendement dat goedgekeurd werd door de gemeenteraad van 16 december 2013 ter vervanging van het bedrag van € 188 771,41 door € 1 in artikel 424/435-01 van de gewone begroting;

overwegende dat de begroting van dienstjaar 2014 die ingediend werd bij de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel op 23 december 2013 niet overeenstemt met de ontwerpbegroting omdat het krediet dat vermeld staat onder dit artikel nu slechts € 1 bedraagt;

overwegende dat de omzendbrief van 9 augustus 2013 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen voor het dienstjaar 2014 bepaalt: “Overeenkomstig de bepalingen die vervat zijn in artikel 40 van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap moeten de gemeenten, wanneer zij zelf instaan voor de inning van de parkeerinkomsten en de controle op de parkeerregels, 15% van de winst doorstorten aan het Agentschap (na aftrek van de kosten). De gemeenten moeten deze overdracht integreren in de opmaak van de begroting 2014.”

gelet op het ministerieel besluit van 28 januari 2014 dat bijgevolg beschouwt dat de begroting van het dienstjaar 2014 niet-conform is met de ontwerpbegroting die voorgelegd werd aan het begeleidingscomité en deze de omzendbrief betreffende de opmaak van de gemeentebudgetten voor het dienstjaar 2014 dus niet naleeft;

overwegende dat dit besluit de gemeente verplicht om binnen de kortst mogelijke termijn de begroting opnieuw voor te leggen aan het begeleidingscomité en dat de toegekende beslissingstermijn verlengd wordt tot en met 13 maart 2014;

overwegende dat het bedrag van de terugstorting (€ 188 771,41) dat vastgelegd werd

op basis van de ontvangsten en uitgaven vervat in de begroting 2014, een raming blijft;

overwegende dat deze uitgaven overeenkomen met de rechtstreekse kosten in verband met het parkeerbeheer;

overwegende dat indirecte kosten, uitgedrukt als percentage van de rechtstreekse kosten, indien nodig, toegelaten kunnen worden om het netto voordeel te bepalen. Dit percentage mag maximum 6% kunnen bepalen;

overwegende dat door de afschrijving van de recent door de gemeente aangekochte parkeermeters ook het netto voordeel zal dalen zodra de lening wordt aangegaan;

overwegende dat de gemeente wegens de oprichting van het Gewestelijk Parkeeragentschap bijkomende kredieten zal moeten vrijmaken voor het administratief beheer, waaronder procedurekosten, softwareprogramma's en de raadpleging van een deskundige;

overwegende dat het huidige geraamde bedrag van de terugstorting lager zal komen te liggen;

overwegende dat het gemeentebestuur krachtens het beginsel van goed bestuur niettemin de taak heeft om de goede werking van de overheidsdiensten te verzekeren;

BESLIST in de gewone begroting het bedrag van € 188 771,41 te vervangen door € 1 in artikel 424/435-01,

wetende dat het gevolg voor het begrotingsresultaat er als volgt zal uitzien:

- overschot eigen dienstjaar: € 643 237,61
- overschot gecumuleerde dienstjaren: € 8 213 800,36.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.02.2014/A/019 **Culte catholique - Eglise St-Henri - Compte 2012**
Katholieke eredienst - St-Hendrikskerk - Rekening 2012

Le Conseil Communal.

Attendu que l'administration communale de Woluwé St Lambert nous a transmis le compte 2012 de l'Eglise St.Henri dont la circonscription territoriale s'étend partiellement sur le territoire de notre commune ;

Attendu que ce document arrêté par le Conseil de Fabrique se présente comme suit ;

RECETTES

Ordinaires	7.364,61 €
extraordinaires	148.180,57 €
TOTAL	155.545,18 €

DEPENSES

relatives au culte	14.425,15 €
Ordinaires	5.777,35 €
extraordinaires	132.193,74 €
TOTAL	152.396,21 €

SOIT AVEC UN BONI DE 3.148,97 €

Attendu cependant que certains crédits budgétaires en dépenses ont été dépassés sans qu'une modification budgétaire ait été introduite en cours d'année par l'autorité fabricienne ;

Attendu que le compte se clôture par un excédent en recettes ;

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'article 255 9° de la loi communale.

DECIDE :

d'émettre un avis favorable à l'approbation de ce document.

Le Conseil approuve le projet de délibération. Abstention : Monsieur M'Rabet
32 votants : 31 votes positifs, 1 abstention.

De Gemeenteraad.

Overwegende dat het Gemeentebestuur van St Lambrechts-Woluwe ons de rekening over 2012 van de St-Hendrikskerk, waarvan de gebiedsomschrijving gedeeltelijk op het grondgebied van onze gemeente ligt, heeft toegestuurd ;

ONTVANGSTEN

gewone	7.364,61 €
--------	------------

buitengewone	148.180,57 €
TOTAAL	155.545,18 €

UITGAVEN

betreffende de eredienst	14.425,15 €
gewone	5.777,35 €
buitengewone	132.396,21 €
TOTAAL	133.812,84 €

HETZIJ MET EEN OVERSCHOT VAN **3.148,97 €**

Overwegende niettemin dat sommige begrotingskredieten werden overschreden zonder dat een begrotingswijziging in de loop van het jaar werd ingediend door de kerkfabriek;

Overwegende dat de rekening met een overschot afsluit zonder tussenkomst van de gemeente.

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken :

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten :

Gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet :

BESLIST :

een gunstig advies uit te brengen ter goedkeuring van dit document ;

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed. Onthouding : de Heer M'Rabet
32 stemmers : 31 positieve stemmen, 1 onthouding.

24.02.2014/A/020 **Culte catholique - Eglise St-Henri - Budget 2014**

Katholieke eredienst - St-Hendrikskerk - Begroting 2014

Le Conseil Communal,

Attendu que l'Administration Communale de Woluwé St-Lambert nous a transmis le budget 2014 de la fabrique d'Eglise St-Henri, dont la circonscription territoriale s'étend partiellement sur le territoire de notre commune, en vue de soumettre ce document à l'avis de notre Conseil Communal:

Attendu que le budget a été arrêté par le Conseil de fabrique de l'Eglise St-Henri et

qu'il se présente comme suit :

-

RECETTES **2014**

ordinaires	25.860,30 €
extraordinaires	379.899,70 €
TOTAL	405.760,00 €

DEPENSES

relatives au culte	17.700,00 €
ordinaires	13.060,00 €
extraordinaires	375.000,00 €
TOTAL	405.760,00 €

SOIT EN EQUILIBRE :

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises :

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes :

Vu l'article 255, 9° de la loi communale :

DECIDE :

d'émettre un avis défavorable à l'approbation par l'autorité supérieure du budget 2014 de la fabrique d'Eglise St-Henri compte tenu de l'intervention communale demandée.

Le Conseil approuve le projet de délibération. Abstentions : Madame Carton de Wiart et Monsieur M'Rabet
32 votants : 30 votes positifs, 2 abstentions.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe ons de begroting van de Kerkfabriek van de Sint-Hendriksparochie over 2014 heeft overgemaakt, aangezien de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van onze gemeente, ten einde dit document aan het advies te onderwerpen van onze Gemeenteraad :

Overwegende dat deze begroting werd vastgesteld door de Kerkfabriek van de Sint-

Hendriksparochie en dat zij de volgende inhoud heeft :

<u>ONTVANGSTEN</u>	<u>2014</u>
gewone	25.860,30 €
buitengewone	379.899,70 €
TOTAAL	405.760,00 €

UITGAVEN

betreffende de eredienst	17.700,00 €
gewone	13.060,00 €
buitengewone	375.000,00 €
TOTAAL	405.760,00 €

HETZIJ IN EVENWICHT

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken:

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de eredienst:

Gelet op artikel 255, 9° van de gemeentewet:

BESLIST :

een ongunstig advies uit te brengen ter goedkeuring door de Hogere Overheid van de begroting over 2014 van de kerkfabriek van de Sint-Hendrikskerk overwegende de gemeentelijke tussenkomst aangevraagd.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed. Onthoudingen : Mevrouw Carton de Wiart en de Heer M'Rabet
32 stemmers : 30 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

24.02.2014/A/021 **Fixation Budget FIPI 2013**

Vaststelling begroting FIM 2013

Le Conseil Communal,

Vu le courrier du Centre pour l'Égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme, daté du 16 décembre 2013, confirmant l'octroi des budgets FIPI sur l'exercice 2013 ;

Vu la convention du Centre pour l'Égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme ci-

annexée notifiant les montants du budget octroyé.

;

Vu la décision du Conseil Communal du 11 mars 2013 d'inscrire au budget communal de 2013, les crédits d'un montant total de 99.152,00 € dans le cadre du FIPI, dont 97.952,00 € en recettes et 99.152,00 € en dépenses;

Vu l'approbation de la concertation locale du 27 mai 2013 concernant la répartition budgétaire 2013;

Vu la décision du Collège du 16 janvier 2014 d'arrêter la répartition budgétaire relative au FIPI 2013 selon le tableau annexé et d'autoriser la signature de ces conventions sous réserve de l'approbation du Conseil Communal;

DECIDE:

- D'approuver la répartition budgétaire FIPI 2013
- D'approuver la convention

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

De gemeenteraad,

Gelet op de brief van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding van 16 december 2013 waarin de toekenning van de IFM-begrotingen voor het dienstjaar 2013 bevestigd worden ;

Gelet op de bijgevoegde overeenkomst van het Federaal Impulsfonds voor het Migrantenbeleid dat de subsidiebedragen bevestigd;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 11 maart 2013 om in de gemeentebegroting van 2013, in het kader van het IFM, kredieten op te nemen voor een total bedrag van 99.152,00 €, waarvan 97.952,00 € als inkomsten en 99.152,00 € als uitgaven;

Gelet op de goedkeuring van het lokaal overleg van 27 mei 2013 met betrekking tot de begrotingsverdeling 2013 ;

Gelet op de beslissing van het college van 16 januari 2014 om de begrotingsverdeling met betrekking tot het IFM 2013 vast te leggen volgens de tabel in bijlage en zijn toestemming te geven voor de ondertekening van deze overeenkomsten onder voorbehoud van de goedkeuring van de gemeenteraad ;

BESLIST:

- Om de begrotingsverdeling IFM 2013 goed te keuren
- Om de overeenkomst goed te keuren

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.02.2014/A/022 **Interpellation du public relative à l'installation de 9 antennes relais sur les toits du 60 avenue Jules Malou**

Interpellatie van het publiek betreffende de plaatsing van 9 gsm-masten op de daken van het gebouw in de Jules Maloulaan 60

Cher Monsieur le Bourgmestre Vincent De Wolf,
Chères Mesdames, Chers Messieurs les Echevins,

Permettez-moi de commencer par vous remercier de nous recevoir ici et de me permettre d'y aborder ce sujet qui mobilise notre quartier (et bien d'autres de la commune) depuis plus de six mois. Je tiens à vous remercier aussi, au nom de tous les habitants concernés, pour le soutien que le conseil et vous-même, Monsieur le Bourgmestre, nous avez apporté dans ce dossier qui nous oppose au projet de Mobistar. Ce dernier voulant installer neuf antennes relais sur les toits du 60 avenue Jules Malou, bâtiment appartenant au CPAS de la ville de Bruxelles. Vous nous avez témoigné de votre soutien par votre disponibilité, votre écoute, ainsi que celles de vos services, vos avis négatifs répétés et le recours contre le permis d'environnement.

Je ne développerai pas ici les nombreuses raisons, qui nous opposent à ce projet mais pour résumer : nous sommes avant tout préoccupés par des motifs de santé, la nôtre et celle des enfants du quartier, des deux écoles et des deux crèches avoisinantes (qui sont souvent les mêmes).

Si pour certains –toujours moins nombreux- il existe encore un débat au niveau de la nocivité des antennes relais, celle de la téléphonie mobile et autres tablettes est scientifiquement démontrée, particulièrement pour les plus jeunes. Or si nous pouvons prendre certaines précautions, quant à l'usage des gsm (les refuser aux plus jeunes, réduire le temps de conversation, l'éteindre), nous ne pourrions que subir les émissions électromagnétiques de ces neuf antennes, ce 24h sur 24. Exposés à une dose moindre - certes – mais en continu, or les effets nocifs des ondes électromagnétiques sont cumulatifs dans l'espace et le temps.

Nous sommes donc dubitatifs quant aux assurances qui nous sont données par l'IBGE. Rappelons que nous ne sommes pas opposés aux technologies mobiles pourvu qu'elles soient respectueuses de la santé, de l'environnement et conformes aux règles urbanistiques.

Comme vous le savez sans doute, Mobistar a introduit une demande de modification du permis environnement, et ce afin de pouvoir installer des antennes, câblages et transformateurs trois fois plus puissants. Jusqu'ici l'IBGE et les autres services avec lesquels nous sommes en relation se voulaient rassurants en affirmant qu'il n'y avait pas

de menace pour la santé, puisque la Région imposait une norme maximale d'émission de 3V/m. Cette norme étant à présent multipliée par trois, nous voilà trois fois plus dubitatifs et inquiets.

Ce qui nous amène aux motifs de cette interpellation qui consistent en deux questions ou demande :

1) Puisque l'occasion nous est donnée par la modification du permis, nous avons décidé d'introduire de nouveaux recours devant le collège de l'environnement, nous souhaitons savoir si la commune fera de même ?

Un nouveau recours de la part de la commune devant le collège de l'environnement serait pour nous une excellente nouvelle mais nous ne vous cachons pas que nous espérons surtout le soutien de la commune dans le cadre du permis d'urbanisme.

2) Monsieur le Bourgmestre nous avait expliqué que selon lui, la meilleure ligne de défense se situait au niveau du permis d'urbanisme. En effet le 60 avenue Jules Malou est situé dans la zone de protection de l'église Saint- Antoine qui est classée*.

Aussi, en vous remerciant encore pour votre soutien et votre attention, je conclurai par cette demande de la part des habitants concernés :

Pouvons-nous espérer que la commune introduise un recours contre le permis d'urbanisme si/quand il serait délivré ? Au vu des circonstances particulières de notre quartier, nous vous le demandons et vous encourageons vivement à le faire.

Encore et d'avance merci.

Olivier Galand

(* signalons ici une énième « erreur » de la part de Mobistar dans ce dossier : nous avons démontré, photos à l'appui, que les antennes et leurs mâts seraient visibles d'une grande partie de l'avenue, de la place, du parvis et au-delà, contrairement à ce que prétend Mobistar quand ils affirment qu'elles ne seraient visibles que depuis une portion réduite du parvis).

Monsieur le Bourgmestre prend la parole :

« Merci Monsieur pour cet exposé particulièrement claire. Normalement, on ne répond pas une interpellation du public mais je trouve que, par élégance, il est bon qu'au nom du Conseil je vous donne quelques éléments, quoique je ne vais pas vous apprendre grand-chose.

Je vais vous rappeler qu'en matière d'implantation d'antennes, il convient d'obtenir un double permis puisqu'il y a un permis d'environnement et un permis d'urbanisme. Vous nous interrogez sur le fait de savoir si l'on peut encore introduire un recours, en tant que commune, contre le permis d'environnement. Je vous rappelle que nous avons

introduit un recours devant le Collège d'Environnement avec un avocat que nous avons mandaté. Ce recours, le Collège d' Environnement l'a rejeté non pas pour la recevabilité mais pour son fondement. Vous nous interrogez sur le fait de savoir si on peut encore nous, en tant que Commune, faire un recours complémentaire au Collège d'Environnement. De mémoire, je ne le pense pas, mais Monsieur Van Bockstal l'a noté, on va vérifier dès demain si la modification du permis nous ouvre un nouveau délai.

Comme je vous l'ai indiqué, le principal combat nous semble-t-il est un combat au niveau de l'urbanisme. La commission de concertation a remis un avis majoritairement défavorable. Lisez, dans ce « majoritairement défavorable » que la commune, unanime, s'est opposée à ce permis et que le Collège, d'ailleurs unanime, a suivi l'argumentation de la Commission majoritaire de concertation, en conseillant au fonctionnaire délégué et à la Région de ne pas délivrer le permis d'urbanisme. Maintenant, la balle est dans le camp de la Région et du fonctionnaire délégué. Vous devez savoir que comme c'était majoritaire cela veut dire qu'on n'a pas obtenu non plus l'accord de tout le monde sur l'aspect défavorable et que l'on attend maintenant le résultat à la Région, mais que nous serons cohérent avec notre position. Si Maitre Sambon confirme que nous avons les moyens pour aller en recours contre ce permis urbanisme nous irons en recours, puisque nous avons remis un avis défavorable. »

Le Conseil prend connaissance.

32 votants : 32 votes positifs.

Mijnheer de burgemeester,
Geachte dames en heren schepenen,

Sta mij toe u eerst te bedanken om ons hier te ontvangen en om mij de mogelijkheid te geven om dit onderwerp aan te kaarten, dat al meer dan zes maanden onze hele wijk (en heel wat andere wijken in de gemeente) bezighoudt. Ik wil u ook graag in naam van alle betrokken bewoners bedanken voor de steun die de gemeenteraad en uzelf, mijnheer de burgemeester, ons in dit dossier geboden hebben tegenover Mobistar. Dit bedrijf wil negen gsm-masten installeren op de daken van het gebouw in de Jules Maloulaan 60, dat toebehoort aan het OCMW van de stad Brussel. U hebt ons blijk gegeven van uw steun in de vorm van uw beschikbaarheid, uw luisterbereidheid, evenals die van uw diensten, uw herhaaldelijke negatieve adviezen en het beroep dat ingesteld werd tegen de milieuvergunning.

Ik zal hier niet de vele redenen toelichten waarom wij ons tegen dit project verzetten, maar kort samengevat zijn wij vooral bezorgd om de gezondheid van ons en de kinderen in de wijk, de twee scholen en de aangrenzende crèches (vaak gaat het om dezelfde kinderen).

Hoewel er voor bepaalde, steeds minder talrijke groepen nog een debat gevoerd wordt rond de schadelijkheid van gsm-masten, mobiele telefoons en andere tablets, is het

wetenschappelijk aangetoond dat dit wel degelijk het geval is voor kinderen. Hoewel we enkele voorzorgen kunnen nemen met betrekking tot het gsm-gebruik (deze weigeren aan jonge kinderen, de beltijd verkorten, de gsm uitschakelen) kunnen we de elektromagnetische straling van deze negen antennes enkel ondergaan, en dat de klok rond. Zo worden we weliswaar aan een mindere dosis blootgesteld, maar dit dan permanent. Welnu, de schadelijke effecten van elektromagnetische golven zijn cumulatief in ruimte en tijd.

We staan dus zeer sceptisch tegenover de garanties die het BIM ons gegeven heeft. Let wel: we zijn niet tegen mobiele technologieën, zolang deze de gezondheid en het leefmilieu respecteren en overeenstemmen met de stedenbouwkundige regels.

Zoals u ongetwijfeld weet, heeft Mobistar een aanvraag ingediend tot wijziging van de milieuvergunning om antennes, bekabeling en transformatoren te kunnen installeren die driemaal zo krachtig zijn. Tot nu toe wilden het BIM en de andere diensten waarmee we contact hadden ons steeds geruststellen door te zeggen dat er geen dreiging was voor de gezondheid, aangezien het gewest een maximumnorm oplegde van 3 V/m. Nu deze norm echter met drie vermenigvuldigd wordt, zijn wij ook driemaal zo sceptisch en ongerust.

Dit brengt ons bij de reden van deze interpellatie, die uit twee vragen bestaat :

1) Aangezien wij hiertoe de gelegenheid geboden krijgen door de wijziging van de vergunning hebben wij beslist om nieuwe beroepen in te dienen bij het Milieucollege. Graag zouden wij willen weten of de gemeente hetzelfde van plan is.

Een nieuw beroep van de gemeente bij het Milieucollege zou een uitstekende zaak zijn voor ons, maar bovenal hopen wij op de steun van de gemeente in het kader van de stedenbouwkundige vergunning.

2) Mijnheer de burgemeester heeft ons uitgelegd dat de stedenbouwkundige vergunning volgens hem de beste verdediging vormt. Het gebouw in de Jules Maloulaan 60 ligt immers in de beschermingszone van de Sint-Antoonkerk, een geklasseerd gebouw*.

Tot slot wil ik u deze vraag van de betrokken bewoners doorgeven:

Mogen wij erop hopen dat de gemeente een beroep zal instellen tegen de stedenbouwkundige vergunning als/wanneer deze uitgereikt wordt? Gezien de bijzondere omstandigheden van onze wijk verzoeken wij u hierom en moedigen wij u ten volle aan om dit te doen.

Nogmaals en bij voorbaat bedankt.

Olivier Galand

(* we wijzen hier op de zoveelste 'fout' van Mobistar in dit dossier: met foto's als bewijs hebben wij aangetoond dat de antennes en de masten zichtbaar zullen zijn vanaf een groot deel van de laan, het plein, het voorplein en van verder. Mobistar van zijn kant beweerde dat ze slechts vanaf een beperkt gedeelte van het voorplein zichtbaar zouden zijn.

Mijnheer de burgemeester neemt het woord:

“Ik dank u mijnheer voor deze bijzonder duidelijke uiteenzetting. Normaal gezien antwoorden we niet op een interpellatie van het publiek maar ik vind dat ik u uit hoffelijkheid in naam van de raad enkele elementen kan meedelen, hoewel ik u niet veel nieuws zal leren.

Inzake de plaatsing van antennes dient er een dubbele vergunning verkregen te worden: een milieuvergunning en een stedenbouwkundige vergunning. U vraagt ons of wij als gemeente nog een beroep kunnen instellen tegen de milieuvergunning. Wij hebben inderdaad een beroep ingesteld bij het Milieucollege via een door ons aangestelde advocaat. Dit beroep werd geweigerd door het Milieucollege, niet omdat het niet ontvankelijk was, maar wegens de grond. U vraagt ons of wij als gemeente nog een bijkomend beroep kunnen instellen bij het Milieucollege. Als ik het mij goed herinner denk ik niet dat dit mogelijk is, maar de heer Van Bockstal heeft er nota van genomen en we gaan vanaf morgen nagaan of de wijziging van de vergunning ons een nieuwe beroepstermijn biedt.

Zoals ik al aangaf, is het vooral op het vlak van stedenbouw dat we verzet moeten leveren. De overlegcommissie heeft een grotendeels ongunstig advies uitgebracht. Met ‘grotendeels ongunstig’ bedoelen we dat de gemeente zich unaniem heeft verzet tegen deze vergunning en dat het college, ook unaniem, de argumentering van de meerderheid van de leden van de overlegcommissie gevolgd heeft en de gedelegeerd ambtenaar en het Gewest aangeraden heeft geen stedenbouwkundige vergunning uit te reiken. Nu ligt de bal in het kamp van het Gewest en de gedelegeerd ambtenaar. U moet weten dat omdat het om een meerderheid ging, dus niet iedereen akkoord ging met het negatief advies en dat we nu wachten op het resultaat bij het Gewest, maar dat we bij ons standpunt zullen blijven. Als meester Sambon ons bevestigt dat we de middelen hebben om een beroep in te stellen tegen dit stedenbouwkundig advies, dan zullen we dit doen aangezien we een ongunstig advies uitgebracht hebben.”

De Raad neemt kennis.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Ainsi fait et délibéré en séance. La séance est levée à 21h00.
Aldus gedaan en beraadslaagd in zitting. De zitting wordt gesloten om 21h00.

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,
De Burgemeester-Voorzitter,

Christian Debaty

Vincent De Wolf